



Inventaire historique de sites industriels du département de la Seine-Saint-Denis (93)

Rapport final

BRGM/RP-53104-FR
décembre 2004



Inventaire historique de sites industriels du département de la Seine-Saint-Denis (93)

Rapport final

BRGM/RP-53104-FR
décembre 2004

Étude réalisée dans le cadre des opérations
de Service public du BRGM 02-POL-144
et des études d'aménagement et d'urbanisme de la DREIF

Cl. Cottour et G. Faury

Avec la collaboration de

B. Aramini, C. Bioch, A. Bondeux, M. Douez, C. Eymard, G. Kerloc'h, R. Krizoa, E. Lescob, L. Lierman, C. Manceau, D. Roesler, H. de Saint-Balanquat, A. Vigne



Mots clés : Sites industriels, Seine-Saint-Denis, Ile-de-France, Inventaire historique, BASIAS, Base de données d'anciens sites industriels et des activités de service, Environnement.

En bibliographie, ce rapport sera cité de la façon suivante :

Cottour Cl., Faury G., avec la collaboration de **B. Aramini, C. Bioch, A. Bondeux, M. Douez, C. Eymard, G. Kerloc'h, R. Krizoa, E. Lescob, L. Lierman, C. Manceau, D. Roesler, H. de Saint Balanquat, A. Vigne** (2004) - Inventaire historique de sites industriels du département de la Seine-Saint-Denis (93). Rapport BRGM/RP-53104-FR, 61 p., 10 fig., 3 tabl., 3 ann.

Synthèse

Entrepris à la demande du ministère chargé de l'Écologie, l'inventaire historique des sites industriels du département de la Seine-Saint-Denis a été finalisé par le BRGM dans le cadre de sa mission de service public. 4 061 sites ont été inventoriés par la Direction Régionale de l'Équipement en Ile-de-France (DREIF). Le BRGM a vérifié la conformité de la base et apporté des éléments d'environnement avant de mettre les données à la disposition du public.

Dès 1992, la DREIF a commencé à recenser les sites industriels de la Plaine-Saint-Denis, territoire situé sur les communes d'Aubervilliers et de Saint-Denis (93). Ensuite, l'inventaire a été étendu à l'ensemble du département de la Seine-Saint-Denis dans le cadre de Basias, base nationale des sites industriels et activités de service.

Les cofinancements ou les participations techniques ont été apportés par la DREIF, l'Agence de l'eau Seine-Normandie, l'ADEME et le BRGM. Sous l'égide de la DRIRE Ile-de-France, le comité de pilotage a suivi régulièrement les travaux effectués selon la méthode nationale publiée en 1996 par l'ADEME et a validé la base de données.

Le comité de pilotage rassemble les organismes financeurs ainsi que des entités concernées par l'environnement, par exemple, le Service Technique Interdépartemental des Installations Classées, le Conseil régional d'Ile-de-France, la DDASS, l'IAURIF, le CNAM.

Dans Basias, les fiches de sites sont renseignées par de nombreuses informations. La raison sociale et l'adresse, la succession des différentes activités sur un même lieu, les produits stockés ou fabriqués ont été enregistrés ainsi que, s'ils sont connus, l'état d'activité des établissements, les aménagements réalisés et les coordonnées géographiques. À toutes ces données recueillies par la DREIF, des informations concernant les captages d'alimentation en eau potable, leur proximité des sites, le contexte géologique ou hydrogéologique ont été rajoutées par le BRGM.

La Seine-Saint-Denis a une forte tradition industrielle et les quarante communes du département possèdent toutes des sites industriels. Actuellement 4 061 sites, en activité ou non, totalisant 8 823 activités, ont été recensés dans Basias ; plus de 650 terrains ont été reconquis et réaménagés au profit de la population.

Afin d'assurer le meilleur aménagement possible dans les années à venir, il est utile de mieux connaître le territoire industriel de ce département, en pleine mutation, lequel occupe une superficie de 236 km² et compte près de 1 400 000 habitants.

Avertissement

Le recensement est basé sur des sources bibliographiques dont principalement les archives départementales de la Seine-Saint-Denis.

Cette étude constitue une synthèse bibliographique complétée par un contrôle en mairie et/ou sur la commune afin de connaître le type d'occupation actuel du site et de vérifier la localisation exacte des sites. De par les limites de la méthodologie, cet inventaire ne doit pas être considéré comme exhaustif. Les résultats sont valables au vu des dossiers consultés au moment de l'étude et sont sujets à évolution en fonction des mises à jour qui pourraient être envisagées ultérieurement.

Les informations relatives aux sites industriels recensés sont conservées dans BASIAS qui est la base nationale des anciens sites industriels et des activités de service. Cette base gérée par le BRGM a été déclarée à la CNIL (Commission Nationale sur l'Informatique et les Libertés) en septembre 1998.

L'inscription d'un site dans BASIAS ne préjuge pas d'une pollution à son endroit.

Sommaire

1. Introduction	11
2. La politique nationale de l'inventaire des sites industriels	13
3. Les membres du comité de pilotage dans la Seine-Saint-Denis	15
4. Cadrage et méthodologie	17
4.1. UNE BASE RÉALISÉE ESSENTIELLEMENT PAR LA DREIF.....	17
4.2. MÉTHODOLOGIE DE L'INVENTAIRE DE LA SEINE-SAINT-DENIS	18
4.2.1. Types d'activités recensées	20
4.2.2. Période couverte par les recherches	20
4.2.3. Sources des informations exploitées par la DREIF	20
5. Sources documentaires utilisées par la DREIF et localisation des sites	21
5.1. ARCHIVES DÉPARTEMENTALES.....	21
5.2. ARCHIVES COMMUNALES	21
5.3. ATLAS ÉCONOMIQUE DE LA PLAINE-SAINT-DENIS.....	21
5.4. INVENTAIRE DU PATRIMOINE INDUSTRIEL DU CAUE 93 – CONSEIL EN ARCHITECTURE, URBANISME ET ENVIRONNEMENT.....	22
5.5. FICHIERS DE LA PRÉFECTURE ET DU STIIC.....	22
5.6. DONNÉES DE L'AGENCE DE L'EAU SEINE-NORMANDIE	22
5.7. ÉTUDE DE A POLLUTION POTENTIELLE DES SOLS DE LA PLAINE SAINT-DENIS RÉALISÉE PAR SOCOTEC ENVIRONNEMENT	22
5.8. BASOL, BASE DES SITES ET SOLS POLLUÉS	23
5.9. CARTES EGP (ÉDITIONS GÉOGRAPHIQUES PROFESSIONNELLES) ...	23
5.10. AUTRES RÉFÉRENCES	23
5.11. LOCALISATION DES SITES ET GÉORÉFÉRENCEMENT	23
6. Activités industrielles recensées dans la Seine-Saint-Denis	25
6.1. RÉPARTITION ET ÉTAT D'ACTIVITÉ DES 4 061 SITES.....	25

6.2.	GROUPES D'ACTIVITÉ SEI	27
6.3.	RÉPARTITION THÉMATIQUE DES 8 823 ACTIVITÉS INDUSTRIELLES ..	28
7.	Contexte environnemental dans la Seine-Saint-Denis	31
7.1.	CONTEXTE GÉOGRAPHIQUE ET GÉOLOGIQUE	31
7.2.	SYSTÈMES AQUIFÈRES, CAPTAGES AEP ET SITES INDUSTRIELS	32
8.	Réaménagement des sites recensés dans la Seine-Saint-Denis	35
8.1.	RÉAMÉNAGEMENT CONNU DE 657 ANCIENS SITES INDUSTRIELS	35
9.	Conclusion	37
10.	Mise à disposition des données et liste des abréviations utilisées	39
10.1.	CONSULTATION DES DONNÉES : FICHES PAPIER ET INTERNET (HTTP://BASIAS.BRGM.FR)	39
10.2.	DIFFUSION DES DONNÉES AUX COFINANCEURS	39
10.3.	LISTE DES ABRÉVIATIONS	39
11.	Sites Internet et bibliographie	41
11.1.	MÉTHODOLOGIE	41
11.2.	INVENTAIRES DE SITES ET SOLS (POTENTIELLEMENT) POLLUÉS	41
11.3.	CARTES, ATLAS ET ÉTUDES LOCALES	42

Liste des figures

Figure 1 -	État d'activité des 4 061 sites : activité terminée, état inconnu ou en activité.	25
Figure 2 -	Répartition des 4 061 sites dans les 40 communes de Seine-Saint-Denis.	27
Figure 3 -	Répartition des sites Basias dans les trois groupes d'activités définis par le SEI (Service Environnement Industriel).	28
Figure 4 -	Histogramme des 8 823 activités anciennes et actuelles.	29
Figure 5 -	Plates-formes entre la Marne et la Seine. <i>In</i> : Carte géologique Paris 1/25 000.	30
Figure 6 -	Terrains aquifères et socle du Bassin parisien. <i>In</i> : Eaux souterraines, sous presse.	30
Figure 7 -	Coupe hydrogéologique dans le Bassin parisien, d'Orléans à Compiègne. Extrait de l'Atlas des eaux souterraines de la France.	33
Figure 8 -	Types de réaménagement connu sur 657 anciens sites industriels.	34
Figure 9 -	Principaux chiffres de l'inventaire de sites industriels dans la Seine-Saint-Denis.	36
Figure 10 -	Départements de France actuellement inventoriés dans BASIAS et disponibles sous Internet (http://basias.brgm.fr).	38

Liste des tableaux

Tableau 1 -	Principaux champs de BASIAS et différents niveaux de relations.	19
Tableau 2 -	Nombre de sites Basias par commune par ordre décroissant et cumul.	26
Tableau 3 -	Liste des abréviations.	40

Liste des annexes

Annexe 1 -	Types d'activités à retenir pour l'inventaire	45
Annexe 2 -	Corrélation entre les codes NAF et les groupes d'activité SEI.	49
Annexe 3 -	Liste alphabétique des 40 communes de la Seine-Saint-Denis : nombre de sites et état d'activité	57

1. Introduction

Les pouvoirs publics, sensibilisés aux problèmes des sites ou sols pollués et à leurs conséquences, notamment en matière d'aménagement du territoire, ont engagé cet inventaire afin d'anticiper les éventuels problèmes lors de la reconquête de l'espace laissé vacant.

Entrepris à la demande du ministère chargé de l'Écologie, l'inventaire historique des sites industriels du département de la Seine-Saint-Denis, mené par la Direction Régionale de l'Équipement en Ile-de-France (DREIF), a été finalisé par le BRGM dans le cadre de sa mission de service public.

Les cofinancements ou les participations techniques ont été apportés par la DREIF, l'Agence de l'eau Seine-Normandie, l'ADEME et le BRGM. Sous l'égide de la DRIRE Ile-de-France, le comité de pilotage a suivi régulièrement les travaux effectués selon la méthode nationale publiée en 1996 par l'ADEME.

La démarche d'inventaire s'appuie, en grande partie, sur le dépouillement des dossiers des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) ou ceux relatifs aux établissements dangereux, insalubres ou incommodes, appelés dossiers « commodos-incommodos ».

L'objectif est de conserver la mémoire des activités humaines susceptibles de générer une pollution, afin de disposer d'un outil d'aide à la décision en matière d'aménagement du territoire et de protection des personnes.

Ce rapport a pour but de présenter les résultats de cet inventaire de sites industriels du département de la Seine-Saint-Denis. Il explicite le cadre national de ce projet ainsi que l'organisation et les moyens employés pour réaliser ces travaux. Il précise les limites de la méthode et donne les résultats disponibles.

Toutes les recherches ont été réalisées avec le souci d'obtenir la meilleure exhaustivité possible, compte tenu des limites de la méthode.

2. La politique nationale de l'inventaire des sites industriels

La politique nationale en matière de gestion des sites et sols pollués est menée dans le cadre de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 sur les installations classées. Les axes de cette politique sont précisés dans la circulaire ministérielle du 3 décembre 1993.

Cette circulaire pose les principes d'une gestion réaliste en ce domaine, laquelle doit conduire au traitement des sites reconnus pollués présentant des dangers pour l'homme et/ou son environnement. Le premier de ces principes consiste en la « recherche systématique et organisée des sites concernés, permettant une définition concertée des priorités d'intervention », d'où la réalisation de cet inventaire des sites industriels et activités de service, en activité ou non.

Les résultats de l'inventaire historique régional sont engrangés dans la base de données des anciens sites industriels et activités de service (BASIAS) dont la finalité est de conserver la mémoire de ces sites pour fournir des informations utiles à la planification urbanistique et à la protection de l'environnement. Cette base de données a aussi pour objectif d'aider, dans les limites des informations récoltées forcément non exhaustives, les notaires et les détenteurs des sites, actuels ou futurs, pour toutes transactions foncières.

Compte tenu des finalités de BASIAS, cette base a reçu un avis favorable de la Commission Nationale sur l'Informatique et les Libertés (CNIL) en septembre 1998.

La création de BASIAS et les principes de son utilisation sont définis dans l'arrêté ministériel du 10 décembre 1998 publié dans le Journal officiel (16 avril 1999) ainsi que dans deux circulaires ministérielles, en date du 26 avril 1999, adressées aux préfets et aux directeurs de DRIRE.

Depuis 1999, l'information est disponible gratuitement sur Internet à tout public qui peut télécharger les données et les cartes des départements déjà inventoriés :

<http://basias.brgm.fr>

3. Les membres du comité de pilotage dans la Seine-Saint-Denis

L'inventaire historique régional des anciens sites industriels, dans le département de la Seine-Saint-Denis a été effectué essentiellement par la DREIF avec la participation du Bureau de Recherches Géologiques et Minières (BRGM) à la demande du ministère chargé de l'Écologie, et sous le contrôle d'un comité de pilotage régional animé par la Direction Régionale de la Recherche de l'Industrie et de l'Environnement (DRIRE).

Ce comité rassemble les organismes financeurs ainsi que d'autres organismes, impliqués techniquement dans le projet.

L'inventaire historique régional est suivi par un comité de pilotage rassemblant les organismes suivants (par ordre alphabétique) :

- Organismes financeurs :
 - ADEME (Agence De l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie),
 - AESN (Agence de l'Eau Seine-Normandie),
 - BRGM - Service Géologique Régional d'Ile-de-France, opérateur,
 - DREIF (Direction Régionale de l'Équipement d'Ile-de-France), opérateur ;
- animateur / Maître d'œuvre : DRIRE Ile-de-France ;
- Autres organismes, en particulier :
 - CNAM (Conservatoire National des Arts et Métiers),
 - Conseil régional d'Ile-de-France,
 - IAURIF (Institut d'Aménagement Urbain de la Région Ile-de-France),
 - STIIC (Service Technique Interdépartemental des Installations Classées) Pour Paris et les trois départements de la petite couronne dont la Seine-Saint-Denis, le STIIC dépendant de la préfecture de Police de Paris analyse les dossiers de demandes d'autorisations et déclarations et procède au contrôle de la réglementation.

D'autres organismes et associations ont participé à l'opération en facilitant l'accès à leurs données ou dans le cadre d'une sous-traitance :

- Archives départementales de la Seine-Saint-Denis, Archives communales ;
- Association OGEE : étude de recensement des sites potentiellement pollués sur le site de la Plaine-Saint-Denis – phase 1 : pré-inventaire 1/09/1998 (références bibliographiques) ;
- CAUE 93 (Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et d'Environnement) : inventaires du patrimoine industriel d'Aubervilliers, La Courneuve, Montreuil, Pantin, Romainville, Saint-Denis, Saint-Ouen ;

- La Plaine Renaissance : atlas économique de la Plaine-Saint-Denis ;
- SOCOTEC Environnement et SEM Plaine Communes : étude de la pollution potentielle du sol sur la Plaine-Saint-Denis.

Le rôle du comité de pilotage a été de définir les objectifs, le cadre et les particularités de l'étude, d'assurer le suivi administratif ou technique de l'opération et d'apporter son aide à l'opérateur tout au long de la réalisation de l'inventaire.

4. Cadrage et méthodologie

La Direction Régionale de l'Équipement de l'Île-de-France (DREIF) a démarré dès 1992, l'inventaire historique des sites industriels en commençant par la Plaine-Saint-Denis, territoire industriel situé sur les communes d'Aubervilliers et de Saint-Denis.

En juin 2001, le comité de pilotage de l'inventaire des sites industriels a confié à la DREIF la réalisation de l'inventaire pour l'ensemble du département de la Seine-Saint-Denis dans le cadre de BASIAS.

4.1. UNE BASE RÉALISÉE ESSENTIELLEMENT PAR LA DREIF

En 1992, la SEM Plaine Communes a sous-traité à la SOCOTEC la réalisation d'un inventaire des activités industrielles sur la Plaine Saint-Denis.

En 1995, suite à la mise à jour de la pollution des sols et surtout de la nappe souterraine lors de la construction du Stade de France, le préfet du département de la Seine-Saint-Denis a demandé la réalisation de nouvelles études sur ce sujet :

- un inventaire historique confié à l'association OGEE, spécialiste de l'histoire industrielle, financé par la SEM Plaine Communes. Dans le cadre de cette étude, un pré-inventaire des sources documentaires disponibles sur le département de la Seine-Saint-Denis a été réalisé ;
- une étude bibliographique sur l'hydrogéologie confiée à la DREIF (LREP).

À partir de septembre 2000, la DREIF, pour ses études d'aménagement, a souhaité aller plus loin en établissant sur son système d'information géographique une cartographie détaillée des sites industriels à l'échelle de la parcelle sur la Plaine-Saint-Denis. Près de 10 000 plans ont été consultés et le cadastre a été numérisé.

Des recherches approfondies ont permis à la DREIF de compléter le travail déjà réalisé par la précédente équipe et de doubler le nombre de fiches. La base de données a été réécrite selon les normes d'écriture définies pour BASIAS.

En complément à cette première étude sur la Plaine-Saint-Denis, la DREIF a effectué l'inventaire historique des sites industriels sur la commune de Saint-Ouen et le reste des communes de Saint-Denis et Aubervilliers.

En juin 2001, le comité de pilotage de l'inventaire régional des sites industriels a confié à la DREIF la réalisation de l'inventaire pour l'ensemble du département de la Seine-Saint-Denis dans les mêmes conditions. La méthodologie nationale utilisée pour les autres départements de l'Île-de-France a été respectée.

4.2. MÉTHODOLOGIE DE L'INVENTAIRE DE LA SEINE-SAINT-DENIS

La méthodologie suivie est celle décrite dans le guide de l'ADEME, publié en 1996 à la demande du ministère chargé de l'Environnement, « Inventaire d'anciens sites industriels et d'activités de service. Guide méthodologique », en l'adaptant aux demandes du comité de pilotage.

Elle est complétée par les rapports BRGM « Suivi et méthode des inventaires historiques régionaux d'anciens sites industriels » et « Notice de l'application informatique BASIAS », cités en bibliographie.

Pour recueillir les diverses informations et constituer la base de données relatives aux sites industriels de la Seine-Saint-Denis, les tâches réalisées sont regroupées en cinq phases :

- **phase 1 : recherches documentaires et analyse des données ;**
- **phase 2 : début de la saisie et instruction des principaux champs de BASIAS ;**
- **phase 3 : compilation des données à engranger dans la base, localisation des sites ;**
- **phase 4 : géoréférencement des sites et instruction des critères environnementaux ;**
- **phase 5 : validation des données, mise à disposition et diffusion sur Internet.**

Comme pour les autres départements de l'Île-de-France, le comité de pilotage n'a pas jugé utile la réalisation des visites de sites, ni la mise en œuvre de la grille de sélection de Basias.

Pour ce département, la consultation des archives municipales remplace l'enquête auprès des mairies, réalisée par courrier pour les autres départements ; ainsi, les différentes phases d'étude mises en œuvre pour la Seine-Saint-Denis sont identiques à celles des départements terminés des Yvelines ou de l'Essonne ou à celles des départements en cours (Val-d'Oise, Val-de-Marne ou Seine-et-Marne).

Les principaux champs de la base de données et les différents niveaux de relation sont présentés dans le tableau 1.

BASIAS	TABLES	PRINCIPAUX CHAMPS
IDENTIFICATION	Sites	Raison sociale/ nom usuel/ siège social/ état de connaissance/ visites/commentaire
	Autres identifiants	Numéro/ organisme
	Modificateurs	Date/ nom du modificateur
LOCALISATION	Localisation	Adresse/ n° Insee/ coord. géographiques X, Y, alt./ N°, nom carte 1/ 50000 -1/8- commentaire
	Cartes	Noms cartes consult./ échelle/ an /présence
	Communes (Autres comm. concernées)	Commune(s) limitrophe(s) sur lesquelles empiète éventuellement le site
PROPRIÉTÉ	Propriété	Nombre
	Propriétaires	Dates de réf./ propriétaires/ exploitant
	Cadastre	Date/ échelle/ section/ numéro de parcelle
ACTIVITÉ	Activité (totale)	Date de début/ date de fin/ commentaires
	Historique de l'activité	Code(s) NAF/ date début-fin / importance décl., autorisat./ gr SEI/ autre info / Réf dossier
	Produits	Code(s) produit(s)/ quantité(s)
	Exploitants	Exploitant(s) successif(s)/ dates
	Accidents	Date accidents/ type d'accident/ type de pollution/ référence
UTILISATION	Utilisation projets	Surface/ code POS/ site réaménagé/ type de réaménagement/ sensible (O, N, ?)/ site en friche/ projet réaménagement/ maître ouvr./ projet sensible (oui/non/ ?) commentaire
	Utilisateur(s)	Nom(s)/ type(s)/ statut(s) utilisateur(s)
ENVIRONNEMENT	Environnement	Milieu implantation/ captage AEP / réf. distance / position/ périmètre protection/ substratum/ form. superficielle/ type aquifère/ prof. Nappe
	Zones contraintes	Paysage/distance/commentaire
BIBLIOGRAPHIE	Bibliographie	Sources d'informations/ autres sources/ données complémentaires
SYNTHÈSE	Synthèse	Champ libre
TRI	Classe de sélection	Activité(sei)/codeNAF(sél.)/ note sensibilité -vulnérabilité/ note réaménagement./ classe
ÉTUDE / ACTION	Etudes et actions	Etudes / diagnostic initial/ évaluat. risques/ hiérarchisat. / diagnostic approfondi/ traitement

Tableau 1 - Principaux champs de BASIAS et différents niveaux de relations.

4.2.1. Types d'activités recensées

Les types d'activités à recenser, identiques aux autres départements d'Ile-de-France, sont présentés schématiquement en annexe 1. Un premier critère de sélection des sites est basé sur le groupe d'activité. Les activités industrielles, réparties en trois groupes selon le Service de l'Environnement Industriel (SEI), sont détaillées dans l'annexe 2.

Seules, les activités des groupes 1 et 2 définis par le SEI sont répertoriées dans Basias. Cependant, celles du troisième groupe, considérées comme moins potentiellement polluantes que les précédentes, peuvent être présentes dans la base si elles permettent de préciser le contexte d'implantation des sites voisins ou de compléter l'historique du site.

Ces groupes d'activité sont définis par la circulaire du 3 avril 1996 du Service de l'Environnement Industriel (SEI) du ministère chargé de l'Environnement, relative à la réalisation de diagnostics initiaux et à l'évaluation simplifiée des risques sur les sites industriels en activité.

4.2.2. Période couverte par les recherches

Les dates d'activité de la majorité des sites recensés se situent entre 1860 et 2000 (95 % des fiches) ; certaines informations peuvent remonter jusqu'à 1792. Alors que la date de création des sites se fait à un rythme régulier de 5 % tous les dix ans, sur la dernière décennie (1990-2000), 25 % de nouveaux sites ont été recensés (en grande majorité des garages et des stations services).

4.2.3. Sources des informations exploitées par la DREIF

Ce sont essentiellement les dossiers des établissements classés, gérés par le Service de l'Inspection des Installations classées, conservés aux Archives départementales et municipales ainsi que divers documents (annuaires, cartes, atlas, rapports...) ou des dossiers de travail de différents organismes.

Les différentes références bibliographiques sont citées pour chaque activité dans chacune des fiches de sites.

Le chapitre suivant détaille les différentes sources d'informations utilisées par la DREIF.

5. Sources documentaires utilisées par la DREIF et localisation des sites

5.1. ARCHIVES DÉPARTEMENTALES

Les dossiers (déclaration ou demande d'autorisation d'une installation) déposés par les industriels à la Préfecture et ne concernant plus les sites en activité peuvent être versés aux Archives départementales..

Les dossiers sont complétés par les rapports du service d'Inspection des Installations classées qui a parfois noté ses observations (aménagement, éventuels accidents, plaintes...).

1 780 des 4 061 sites de la Seine-Saint-Denis ont été renseignés entièrement ou en partie d'après cette source.

5.2. ARCHIVES COMMUNALES

Les demandes de permission des industriels de s'installer, d'exploiter, de s'agrandir sont transmises par la Préfecture aux mairies pour avis ou enquête. Ces dossiers sont conservés par les services d'archives communales. Ils permettent de compléter les informations recueillies sur les sites déjà répertoriés à partir des archives départementales, mais aussi d'apporter des informations sur d'autres établissements. Au total sur 1 289 sites renseignés par cette source, la moitié des sites n'ont pas été retrouvés aux archives départementales.

La DREIF a consulté principalement aux archives communales les dossiers suivants :

- séries W aux archives communales d'Aulnay-sous-Bois, Bagnolet, Le Blanc-Mesnil, Bobigny, Le Bourget, La Courneuve, Pantin, Romainville, Saint-Ouen ;
- série 5i à Aubervilliers, Epinay-sur-Seine ;
- série CT à Saint-Denis.

5.3. ATLAS ÉCONOMIQUE DE LA PLAINE SAINT-DENIS

L'Atlas économique de la Plaine-Saint-Denis, réalisé par la Plaine-Renaissance (groupement des communes d'Aubervilliers, Saint-Denis, Saint-Ouen et du conseil général de la Seine-Saint-Denis) en 1987 et mis à jour en 1996, répertorie et localise précisément toutes les entreprises industrielles et commerciales de deux salariés et plus. 364 fiches ont été renseignées à partir de cette source.

5.4. INVENTAIRE DU PATRIMOINE INDUSTRIEL DU CAUE 93 – CONSEIL EN ARCHITECTURE, URBANISME ET ENVIRONNEMENT

Ces études ont été réalisées à Aubervilliers, La Courneuve, Montreuil, Pantin, Romainville, Saint-Denis, Saint-Ouen. Les principales sources primaires utilisées par la DREIF (archives communales, départementales...) ont été exploitées. Mais aussi d'autres sources comme les indicateurs Bijou, les cartes industrielles de la région parisienne, les journaux d'informations locales. Un travail précis de localisation a été effectué. 326 fiches ont été renseignées à partir de cette source dont 40 uniquement par cette source.

5.5. FICHIERS DE LA PRÉFECTURE ET DU STIIC

Les dossiers concernant les installations encore en activité et gérés par le service des installations classées de la préfecture n'ont pas été consultés. Les références des dossiers des établissements autorisés ont simplement été reportées dans les fiches, car pratiquement tous ces établissements sont déjà renseignés par d'autres sources.

Le Service des installations classées de la préfecture de Police de Paris a dressé des listes par commune des établissements classés dont celle de 1909 qui a été totalement exploitée (concernant plus de 400 fiches).

5.6. DONNÉES DE L'AGENCE DE L'EAU SEINE-NORMANDIE

Établissement public de l'État à caractère administratif, l'Agence de l'Eau fixe les objectifs à atteindre pour améliorer la qualité des eaux, ainsi que le montant des aides à apporter et les redevances à recouvrer dans chaque bassin. À cause de rejets polluant les eaux superficielles ou souterraines, certains établissements industriels font l'objet d'une surveillance particulière et doivent payer une redevance à l'Agence de l'Eau.

Les données de 169 sites, dont 87 en activité (avec certitude), surveillés en 1992 ou en 1999, ont été saisis dans BASIAS. Il est possible de les extraire, à partir des champs IDENTIFIANTS / ORGANISMES (AESN) ou IDENTIFIANTS / NUMERO (R*).

5.7. ÉTUDE DE A POLLUTION POTENTIELLE DES SOLS DE LA PLAINE SAINT-DENIS RÉALISÉE PAR SOCOTEC ENVIRONNEMENT

Cette étude, la première réalisée, recense les sites industriels sur la Plaine-Saint-Denis à partir des archives des mairies de Saint-Denis et d'Aubervilliers, d'informations du Service des Installations Classées de la préfecture de Bobigny, du service d'Hygiène et d'Habitat de la mairie de Saint-Denis (649 sites renseignés dont 222 renseignés par le SHH).

5.8. BASOL, BASE DES SITES ET SOLS POLLUÉS

Les 44 sites de la Seine-Saint-Denis présents en 2004 dans BASOL, base des sites et sols pollués (ou susceptibles de l'être), sont répertoriés (champ Identifiant) dans Basias en citant leurs principales caractéristiques et toutes les autres informations trouvées par ailleurs, avec en « COMMENTAIRES » la mention : voir la mise à jour sur le site Internet BASOL.

5.9. CARTES EGP (ÉDITIONS GÉOGRAPHIQUES PROFESSIONNELLES)

Ces cartes EGP ou affiches publicitaires des Editions Géographiques Professionnelles datant des années 1940, montrent pour différents thèmes, la localisation d'activités industrielles (imprimeries, teintureries, garages, usines...) et parfois leur production. Au verso, sont imprimées les adresses des établissements pour chaque département. Ces cartes de France, à l'échelle du 1/2 000 000, ont permis de renseigner 41 sites dont 19 uniquement à partir de cette source.

5.10. AUTRES RÉFÉRENCES

D'autres investigations (études, données numériques, rapports thématiques, documents publicitaires, annuaires...) ont apporté des informations complémentaires, en particulier :

- Pages Jaunes de 1992, 2002 et 2003 : plus de 1500 sites ont été renseignés par cette source ;
- Archives de la Compagnie des Entrepôts et Magasins Généraux de Paris ;
- Chemin de Fer Industriel de la Plaine Saint-Denis : atlas de 1891, 1898 et 1931 et Liste des sous-embranchés de 1955, 1958 et 1964 ;
- État des communes du département de la Seine à la fin du XIX^e siècle - Notice historique et renseignements administratifs – Conseil général de la Seine Paris : Montévrain – Bournon (Fernand) : Imprimerie de l'École d'Alembert , 1900 ;
- Guide de la Plaine-Saint-Denis.

5.11. LOCALISATION DES SITES ET GÉORÉFÉRENCIEMENT

La localisation des entreprises a été réalisée en partie grâce :

- aux plans de situation et de masse des dossiers d'autorisation versés aux archives départementales ;
- aux plans consultés dans les archives communales ;
- à l'atlas communal du département de la Seine (plans de 1854 révisés en 1870 , 1892-1898, 1932-1939), consultable sur Internet pour la Seine-Saint-Denis à l'adresse : <http://www.atlas-patrimoine93.net/> ;
- au plan de 1912 du service des Ponts et Chaussées ;

- à l'Atlas du Chemin de Fer Industriel ;
- à l'Atlas économique de la Plaine-Saint-Denis.

Le grand nombre de sources et d'études réalisées sur le secteur de la Plaine-Saint-Denis a permis une localisation particulièrement précise à la parcelle, nécessaire pour les études d'aménagement de la DREIF. C'est le centre de l'emprise maximum, occupée par l'un des exploitants, qui a été géoréférencé en coordonnées Lambert.

Pour les sites situés en dehors de ce secteur, quand il n'existait pas de plan de situation, le géoréférencement a été réalisé par interpolation manuelle à l'adresse à partir de l'application GEOROUTE de l'IGN. Cette localisation a été parfois vérifiée à partir de photographies aériennes obliques de la photothèque de la DREIF ou de quelques visites sur le terrain.

Finalement, les sites ont pu être géoréférencés à plus de 90 % par la DREIF. Les coordonnées géographiques X et Y en Lambert II étendu sont inscrites dans Basias pour 3 778 sites, en activité ou non, dans la Seine-Saint-Denis sur un total de 4 061 sites actuellement recensés.

6. Activités industrielles recensées dans la Seine-Saint-Denis

Après avoir terminé le dépouillement des dossiers d'archives, il est difficile de savoir si l'établissement fonctionne encore ou s'il a changé de type d'activité. Pour compléter les informations acquises, la DREIF a poursuivi ses investigations qui ont permis d'obtenir les résultats présentés ci-dessous.

6.1. RÉPARTITION ET ÉTAT D'ACTIVITÉ DES 4 061 SITES

Dans le département de la Seine-Saint-Denis, les 40 communes possèdent toutes des sites industriels recensés dans Basias, soit un total de 4 061 sites, en activité ou non.

Pour environ un quart d'entre eux (967 sites), l'état d'activité actuel n'est pas connu et devrait être recherché pour mieux apprécier l'éventuelle disponibilité des terrains et leur histoire industrielle.

Un quart (982) est en activité et la moitié (2 112) des sites recensés est en activité terminée.

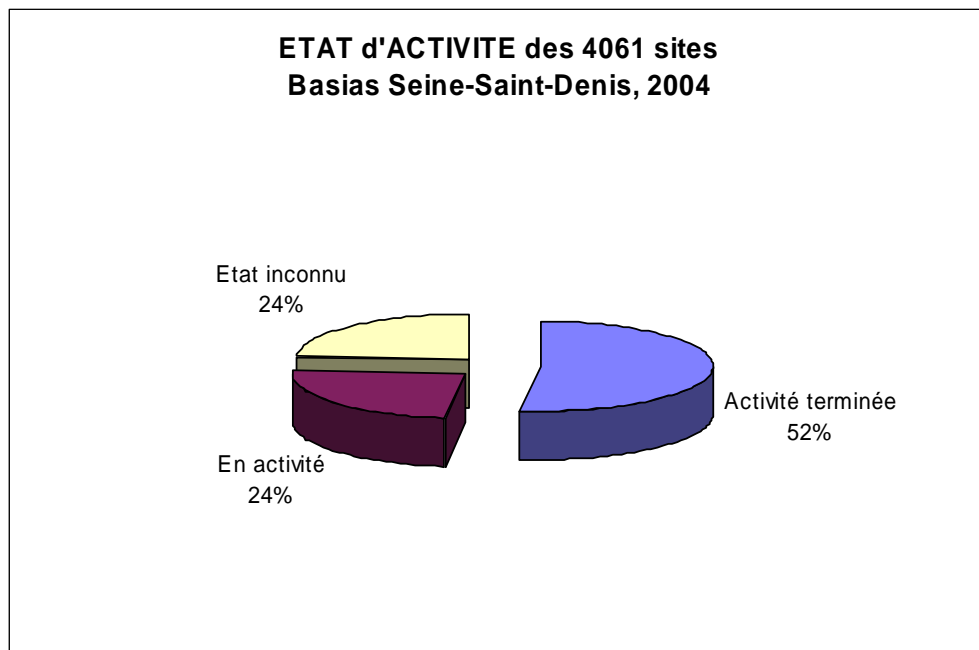


Figure 1 - État d'activité des 4 061 sites : activité terminée, état inconnu ou en activité.

Nb sites	Commune	CUMUL total = 4061
744	SAINT-DENIS	744
518	AUBERVILLIERS	1262
312	SAINT-OUEN	1574
303	MONTREUIL	1877
273	PANTIN	2150
182	LA COURNEUVE	2332
145	EPINAY-SUR-SEINE	2477
107	BAGNOLET	2584
103	AULNAY-SOUS-BOIS	2687
99	DRANCY	2786
97	BOBIGNY	2883
84	ROMAINVILLE	2967
79	LE BLANC-MESNIL	3046
71	LES LILAS	3117
71	LIVRY-GARGAN	3188
65	NOISY-LE-SEC	3253
62	LE BOURGET	3315
59	BONDY	3374
56	LES PAVILLONS-SOUS-BOIS	3430
54	PIERREFITTE-SUR-SEINE	3484
50	NOISY-LE-GRAND	3534
47	STAINS	3581
44	ROSNY-SOUS-BOIS	3625
41	NEUILLY-SUR-MARNE	3666
40	VILLEMOMBLE	3706
38	LE PRE-SAINT-GERVAIS	3744
34	GAGNY	3778
28	DUGNY	3806
28	NEUILLY-PLAISANCE	3834
27	TREMBLAY-LES-GONESSE	3861
27	VILLETANEUSE	3888
26	LE RAINCY	3914
26	VILLEPINTE	3940
24	MONTFERMEIL	3964
24	SEVRAN	3988
23	VAUJOURS	4011
22	CLICHY-SOUS-BOIS	4033
22	L'ILE-SAINT-DENIS	4055
4	GOURNAY-SUR-MARNE	4059
2	COUBRON	4061

Tableau 2 - Nombre de sites Basias par commune par ordre décroissant et cumul.

Dans la Seine-Saint-Denis, selon le tableau ci-contre, quatre villes (Saint-Denis, 744 sites ; Aubervilliers, 518 ; Saint-Ouen, 312 et Montreuil, 303 sites) atteignent presque la moitié des 4 061 sites inscrits dans Basias. En y ajoutant Pantin, ce sont donc cinq communes sur quarante qui concentrent 2 150 sites industriels, soit 53 %. La moitié des communes possède plus de 50 sites chacune.

Le graphique ci-dessous montre la répartition des communes et des sites, quel que soit leur état d'activité, précisé dans l'annexe 3.

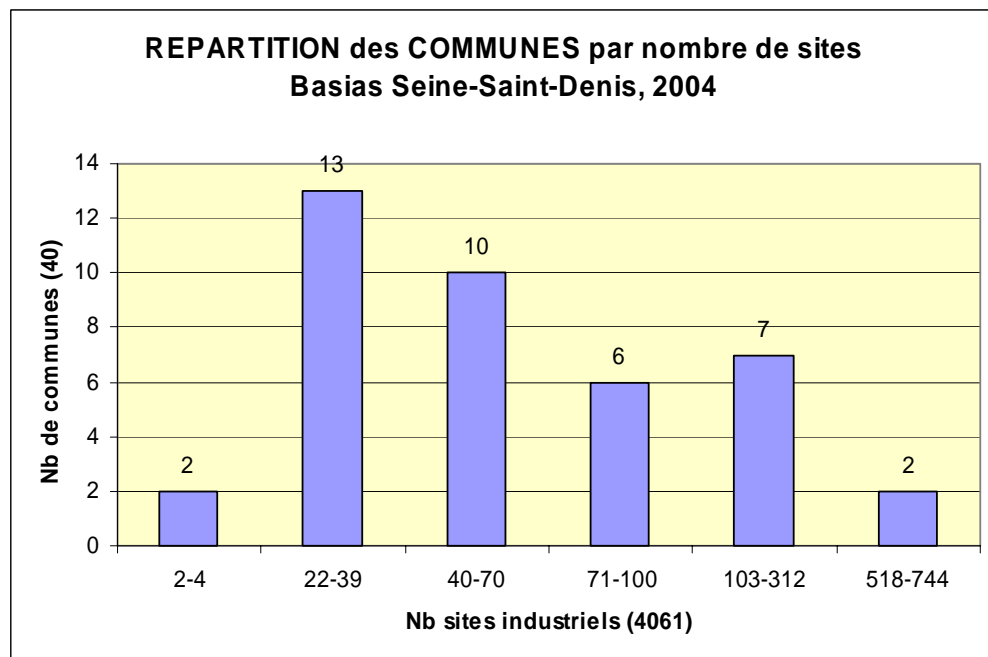


Figure 2 - Répartition des 4 061 sites dans les 40 communes de Seine-Saint-Denis.

6.2. GROUPES D'ACTIVITÉ SEI

Les corrélations entre les activités industrielles ou activités de service et les groupes d'activités définis par le Service Environnement Industriel (SEI) sont présentées dans l'annexe 2.

Ce regroupement permet de s'affranchir des différentes distributions de classe proposées dans les diverses nomenclatures depuis deux siècles. En effet, des activités que l'on croyait inoffensives autrefois, s'avèrent avec de nouvelles connaissances scientifiques être dangereuses.

Les activités respectives du groupe 1 et du groupe 2 concernent la majeure partie (80 %) des activités inventoriées.

Consignées d'une manière trop générale, faute d'informations plus précises, 504 activités (6 %) sur les 8 823 recensées n'ont pas pu encore être rattachées à un des groupes définis par le SEI.

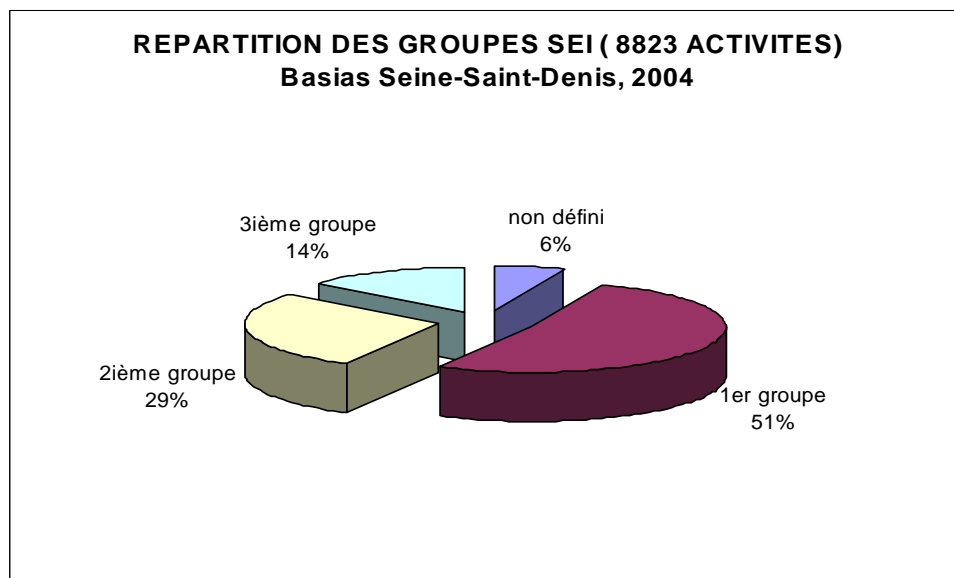


Figure 3 - Répartition des sites Basias dans les trois groupes d'activités définis par le SEI (Service Environnement Industriel).

6.3. RÉPARTITION THÉMATIQUE DES 8 823 ACTIVITÉS INDUSTRIELLES

Tous les secteurs d'activité, retenus dans le lexique de la nomenclature des activités française ou code NAF, sont représentés dans le département de la Seine-Saint-Denis. Dans les 4 061 sites anciens ou actuels, 8 823 activités anciennes ou actuelles sont dénombrées.

La répartition des activités apparaît dans l'histogramme de la figure 4 : les stockages, regroupés en Z par le code NAF, ont été dissociés pour mieux distinguer les dépôts de liquides inflammables et de gaz ; les services collectifs, O d'après le code NAF, ont été répartis entre les décharges et les blanchisseries (ou teintureries).

Finalement, trois catégories d'activités, le travail des métaux et traitements de surface, les garages ainsi que les dépôts de liquides inflammables représentent la moitié (4 538) des activités recensées. L'industrie chimique, le stockage de produits chimiques, l'industrie du plastique et caoutchouc occupent presque un cinquième des activités totales. Ces installations représentent une grande partie (70 %) des activités.

Viennent ensuite les stations services, les fabrications de machines, l'industrie alimentaire et les activités de récupération, qui ensemble représentent presque 15 % des activités recensées. Les diverses autres installations, industries manufacturières, activités de services, complètent le tableau.

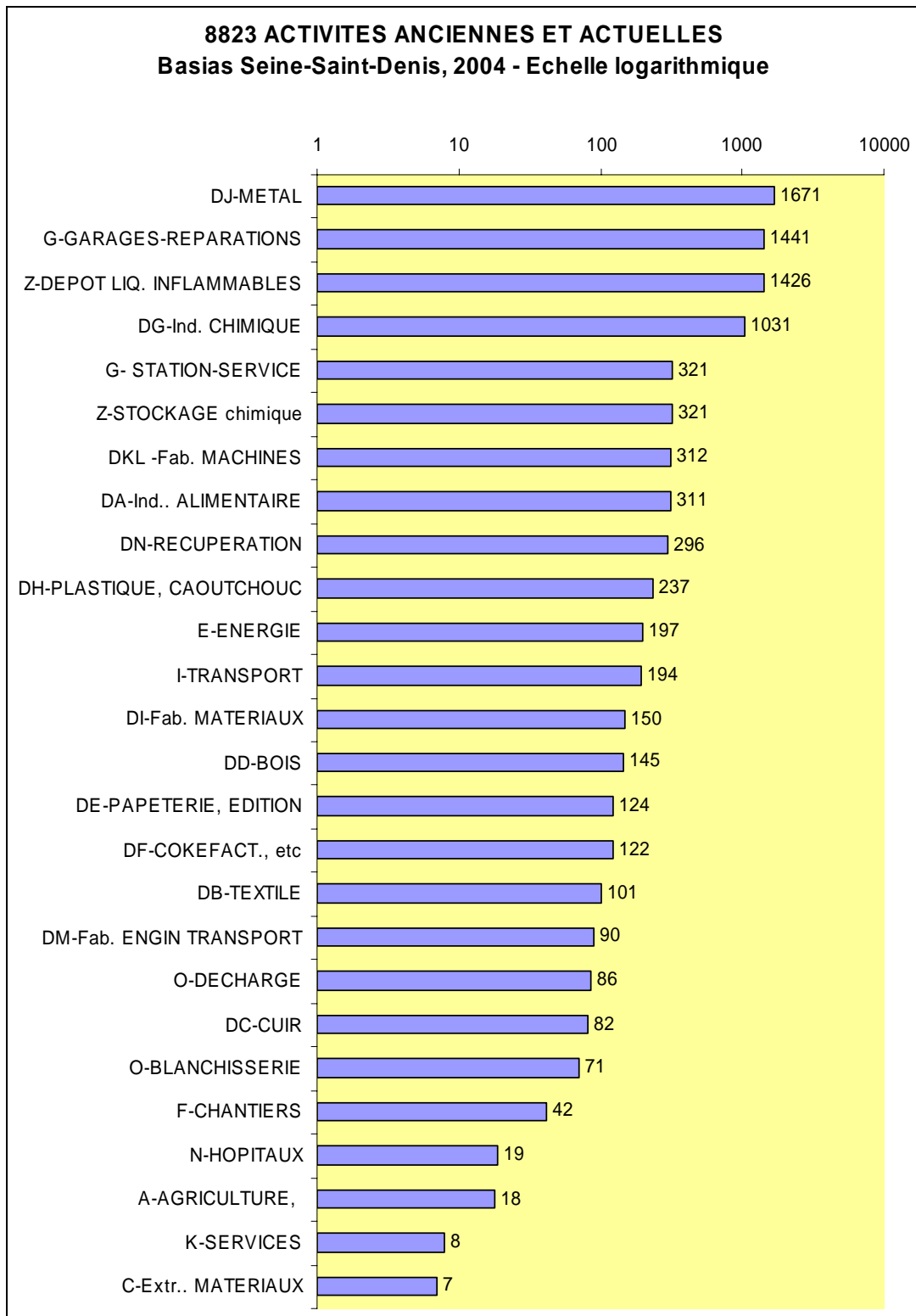


Figure 4 - Histogramme des 8 823 activités anciennes et actuelles.

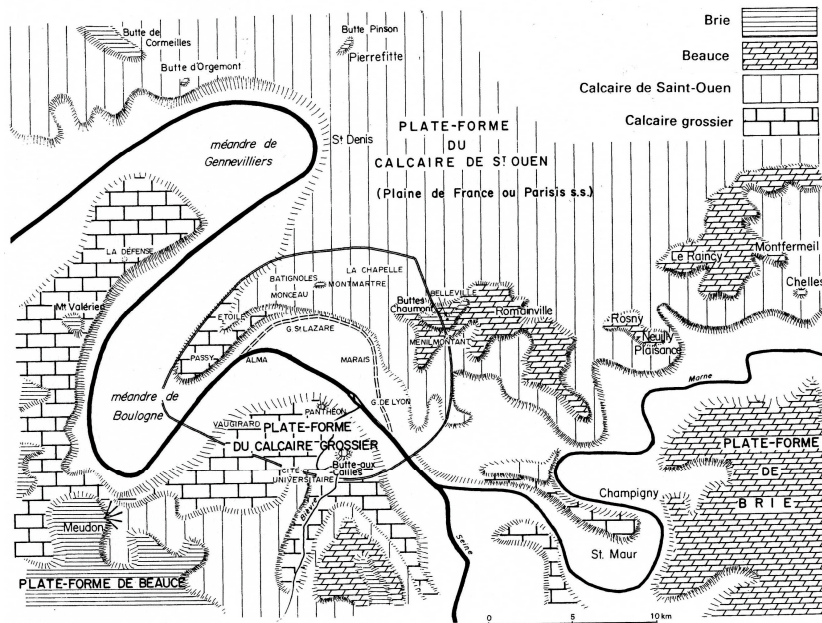


Figure 5 - Plates-formes entre la Marne et la Seine. In : Carte géologique Paris 1/25 000.

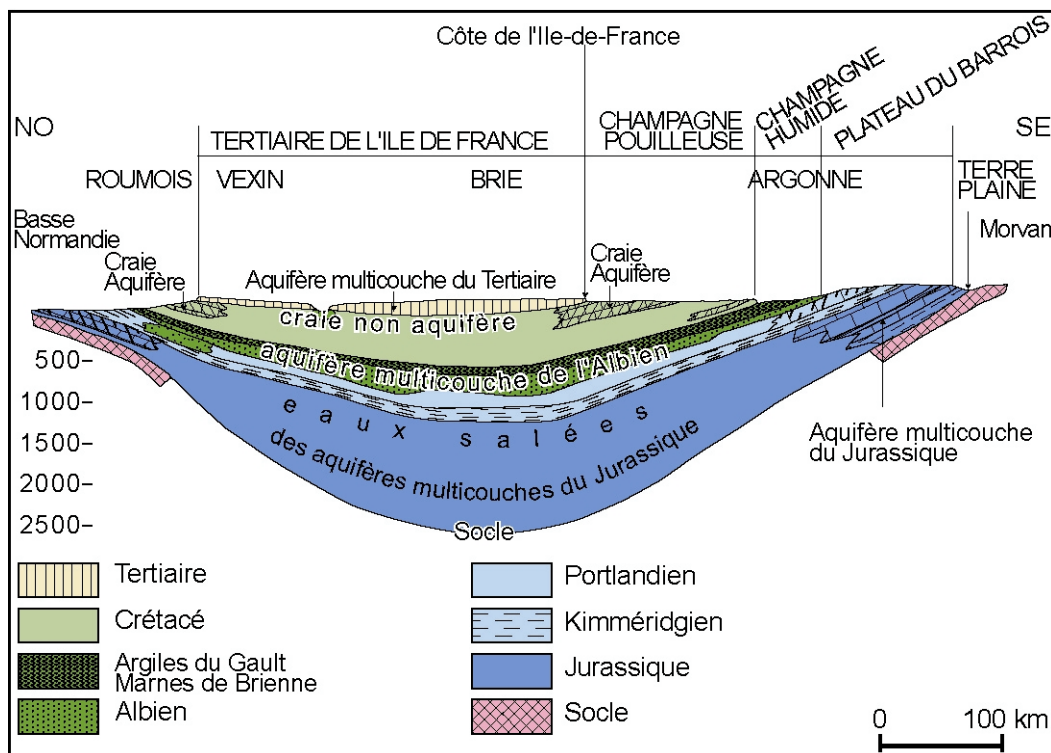


Figure 6 - Terrains aquifères et socle du Bassin parisien. In : Eaux souterraines, sous presse.

7. Contexte environnemental dans la Seine-Saint-Denis

7.1. CONTEXTE GÉOGRAPHIQUE ET GÉOLOGIQUE

Situé au nord-est de Paris, le département de la Seine-Saint-Denis s'étend sur 236 km² entre les départements de la Seine, des Hauts-de-Seine, du Val-d'Oise, de la Seine-et-Marne et du Val-de-Marne.

Créé en 1964, avec Bobigny comme préfecture, le département de la Seine-Saint-Denis, comprend deux arrondissements et 40 cantons. La population, 1 400 000 habitants, se concentre dans un vaste réseau, constitué de 40 communes.

Très urbanisé et industrialisé, ce département partagé en deux par le canal de l'Ourcq, est drainé par la Marne et la Seine. Une île dans la Seine forme la commune de l'Île-Saint-Denis.

Au nord du canal de l'Ourcq, une plate étendue de limons forme la plaine de France et au sud commence un pays de plateaux calcaires, marneux ou sableux, avec quelques collines et quelques forêts. Les relations des différentes plates-formes structurales de part et d'autre de la Seine et de la Marne apparaissent dans la figure 5.

Au sein du Bassin parisien et au-dessus du socle (fig. 6), la Seine-Saint-Denis est installée sur des terrains sédimentaires datés du Tertiaire (Éocène moyen, il y a environ 60 millions d'années) et du Quaternaire (Actuel).

En commençant par les terrains les plus anciens de l'Éocène, marnes et caillasses du Lutétien, calcaires de Noisy-le-Sec, calcaires de Saint-Ouen, viennent ensuite l'Oligocène, calcaires de Brie, sables et grès de Fontainebleau, puis le Quaternaire, bien représenté, avec les limons des plateaux et les alluvions de la Marne et de la Seine.

La géologie régionale a été cartographiée à diverses époques sur plusieurs cartes géologiques avec des échelles variées (de 1/25 000 à 1/1 000 000). Cependant, une synthèse des connaissances, réalisée en 2004, permet d'obtenir une carte géologique, numérique, homogène et harmonisée sur toute la région Ile-de-France, à l'échelle de 1/50 000.

Ces données, utilisées pour la Seine-Saint-Denis, ont été codées pour correspondre au lexique de Basias.

Le contexte géologique a été enregistré dans Basias, à 90 %, pour 3 675 sites géoréférencés.

Tous ces terrains (calcaires, sables, grès, gypse...) constituent un ensemble de roches plutôt perméables et poreuses qui contiennent des aquifères, séparés par des niveaux moins perméables (marnes, limons, argiles).

La coupe schématique d'Orléans à Compiègne (fig. 7) fait ressortir les grands ensembles géologiques et la position des nappes aquifères du Bassin parisien qui dépassent largement les limites administratives de la région Ile-de-France.

7.2. SYSTÈMES AQUIFÈRES, CAPTAGES AEP ET SITES INDUSTRIELS

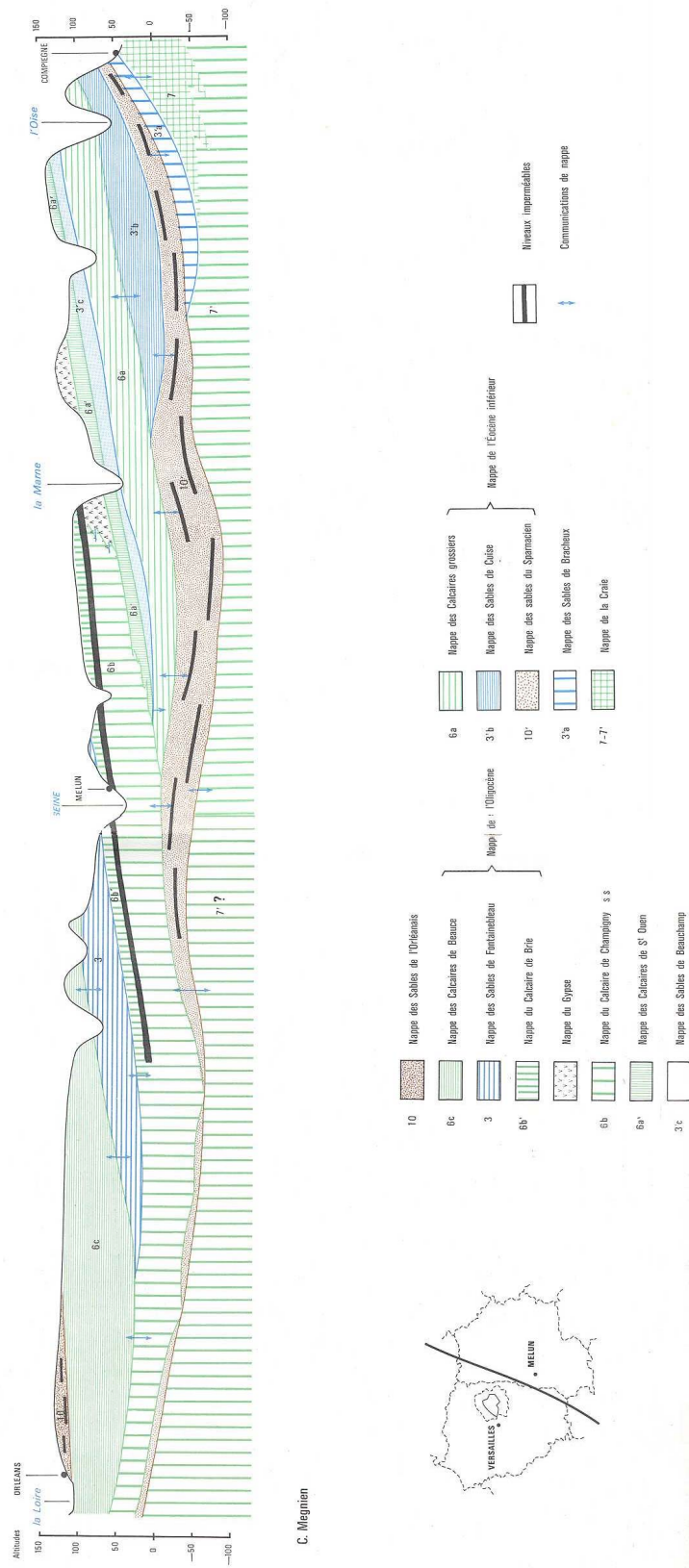
Les nappes de l'Éocène et de l'Oligocène sont présentées schématiquement sur la figure, mais les particularités topographiques ou géologiques déterminent des zones où s'individualisent des systèmes aquifères locaux, répertoriés dans Basias.

Les sites industriels géoréférencés sont presque tous (3 623 sites) installés sur le système aquifère « Paris », alors que les 50 autres concernent le système « Brie ». Les nappes d'alluvions, superficielles, sont particulièrement sensibles au risque de pollution. Les 10 % de sites, non géoréférencés, ne sont pas renseignés.

Les captages d'alimentation en eau potable (AEP) en exploitation ont été recensés (mars 2004) grâce à la compilation des fichiers SISE-EAU de la Direction Générale de la Santé et ceux de la BSS (Banque des Données du Sous-Sol du BRGM). On a retenu le nom de la commune, le lieu d'implantation, les références de BSS et de la base SISEAU, la profondeur de l'ouvrage, la nappe captée, les coordonnées géographiques X et Y en Lambert II étendu...

Sur les 23 captages AEP, trois forages, d'une profondeur supérieure à 780 m, atteignent la nappe des sables verts albiens et neuf autres d'environ 110 m, captent la nappe des sables yprésiens.

Les localisations des installations classées géoréférencées et des 23 captages AEP ont été comparées dans la Seine-Saint-Denis. Finalement, 814 sites industriels sont situés à une distance égale ou inférieure à 1 000 m des captages d'alimentation en eau potable, actuellement en exploitation.



C. Mégrien

Figure 7 - Coupe hydrogéologique dans le Bassin parisien, d'Orléans à Compiègne. Extrait de l'Atlas des eaux souterraines de la France.

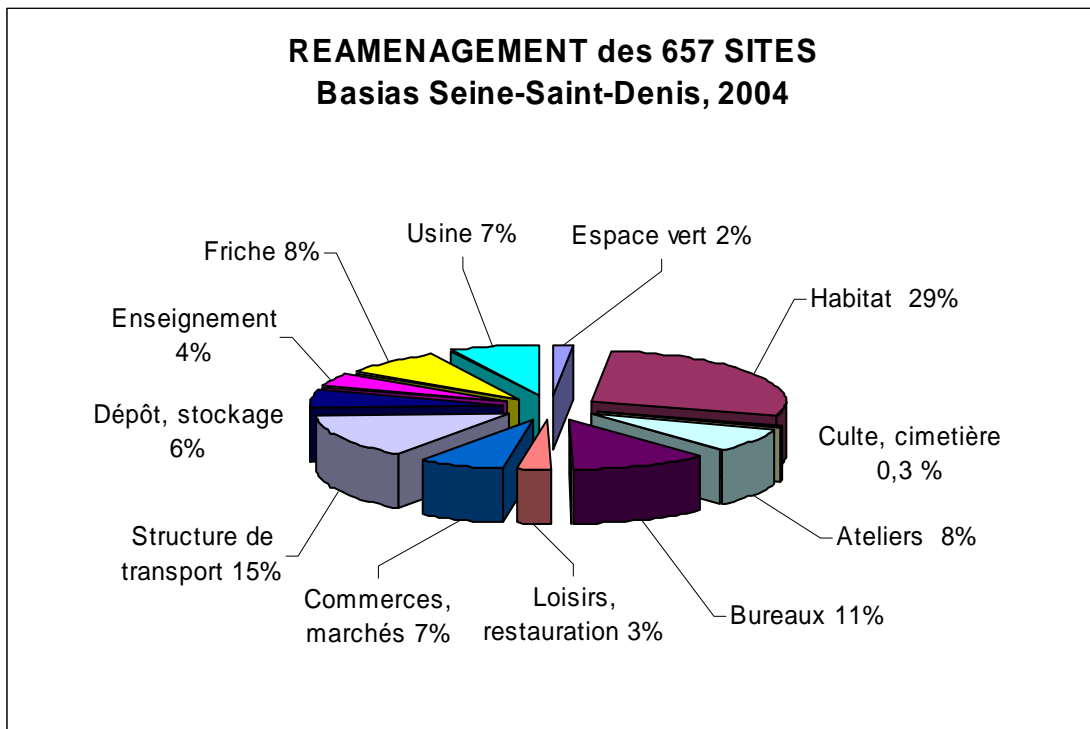


Figure 8 - Types de réaménagement connu sur 657 anciens sites industriels.

8. Réaménagement des sites recensés dans la Seine-Saint-Denis

8.1. RÉAMÉNAGEMENT CONNU DE 657 ANCIENS SITES INDUSTRIELS

Sur les 4 061 sites actuellement recensés dans Basias, la moitié est en activité terminée et pour un sixième de cette base de données, une nouvelle utilisation, non industrielle, est connue.

Rappelons cependant que l'état d'activité n'a pas pu être précisé pour un quart des sites.

Sur les 2 114 sites recensés à activité terminée ou partiellement réaménagés, 657 anciennes installations classées ont été réoccupées et les différents types d'aménagement ont été enregistrés dans Basias.

L'urbanisation est prépondérante avec les logements, les bureaux, les commerces, les restaurants et les espaces de loisirs installés sur la moitié des anciens sites réaménagés (fig. 8). Les réseaux de transport, en utilisant 15 % des sites, signent la reconquête des friches et la réorganisation de l'espace au profit de la population.

On peut remarquer parmi les réaménagements connus de sites recensés dans Basias, une caserne, un établissement de soins, un lieu de culte, un cimetière. Cependant, l'information notée dans le champ « Type de réaménagement » reste parfois générale parce qu'elle dépend non seulement de l'état de connaissance des lieux., mais aussi du vocabulaire limité du lexique.

Des précisions peuvent être apportées par d'autres champs indexés ou non, comme par exemple le champ « Commentaires/Utilisation ».

L'information ne rend pas compte directement de la superficie de chaque site, comme par exemple le terme « commerce » peut concerner autant une boutique qu'un hypermarché qui ne peut être différencié seulement par des précisions ajoutées, par exemple, dans le champ « Surface » ou bien « Commentaires/Utilisation ».

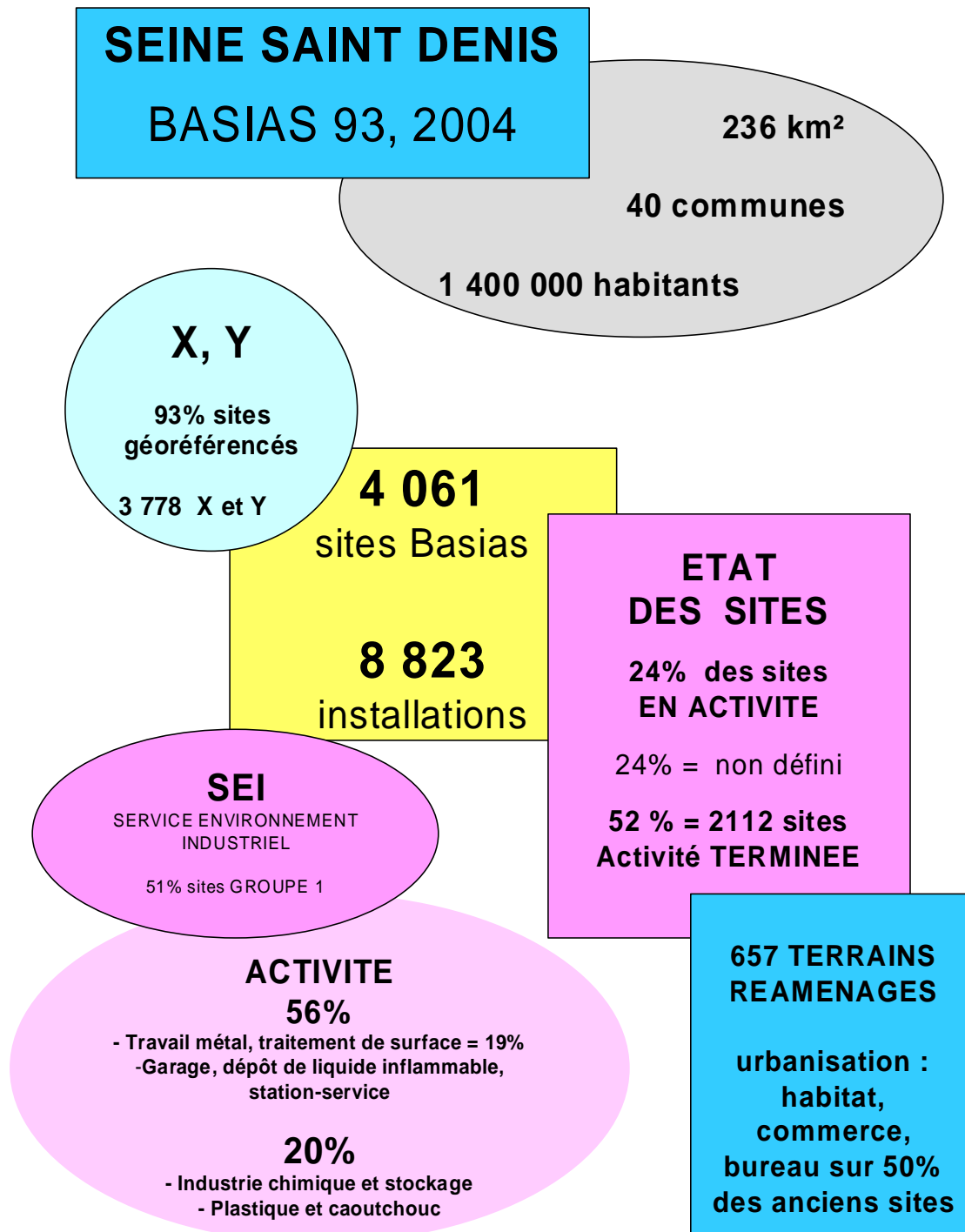


Figure 9 - Principaux chiffres de l'inventaire de sites industriels dans la Seine-Saint-Denis.

9. Conclusion

L'inventaire historique des sites industriels et des activités de service du département de la Seine-Saint-Denis, réalisé pendant une dizaine d'années par la DREIF et finalisé par le BRGM, confirme l'importance du tissu industriel qui s'y est développé depuis plus d'un siècle.

Les quarante communes possèdent toutes des sites industriels, en activité ou non. La moitié des communes regroupe plus de cinquante sites, chacune. Cinq villes seulement, Saint-Denis, Aubervilliers, Saint-Ouen, Montreuil et Pantin, concentrent plus de la moitié (2 150) de tous les sites recensés actuellement dans Basias.

À ce stade, la base de données Basias de ce département, riche de ses 4 061 sites recensés et de ses 8 823 activités répertoriées essentiellement entre 1860 et 2000, constitue une source précieuse d'informations qu'il s'agit de continuer à enrichir et à valider.

Sans tenir compte du millier de sites dont l'état d'occupation n'a pas pu être précisé dans Basias, on connaît la nouvelle utilisation d'un tiers des 2 114 sites industriels fermés ou partiellement réaménagés. Ces 657 terrains qui ont perdu leur usage industriel, sont actuellement occupés par des logements, des bureaux, des commerces, des infrastructures... L'extension du milieu urbain étant particulièrement forte, les zones résidentielles s'insèrent dans les anciennes zones industrielles.

Les principaux chiffres de l'inventaire sont affichés dans la figure 9.

Au moment de mettre ces données à la disposition des aménageurs et du public, il faut cependant déjà évoquer les mises à jour qu'il faudrait envisager puisque les informations recueillies restent parfois incomplètes et l'histoire des sites continuent à évoluer.

Ainsi, BASIAS sera non seulement une mémoire du patrimoine industriel du département de la Seine-Saint-Denis, mais aussi un des outils d'aide à la décision à utiliser avant tout projet d'aménagement.

Site Internet <http://basias.brgm.fr>

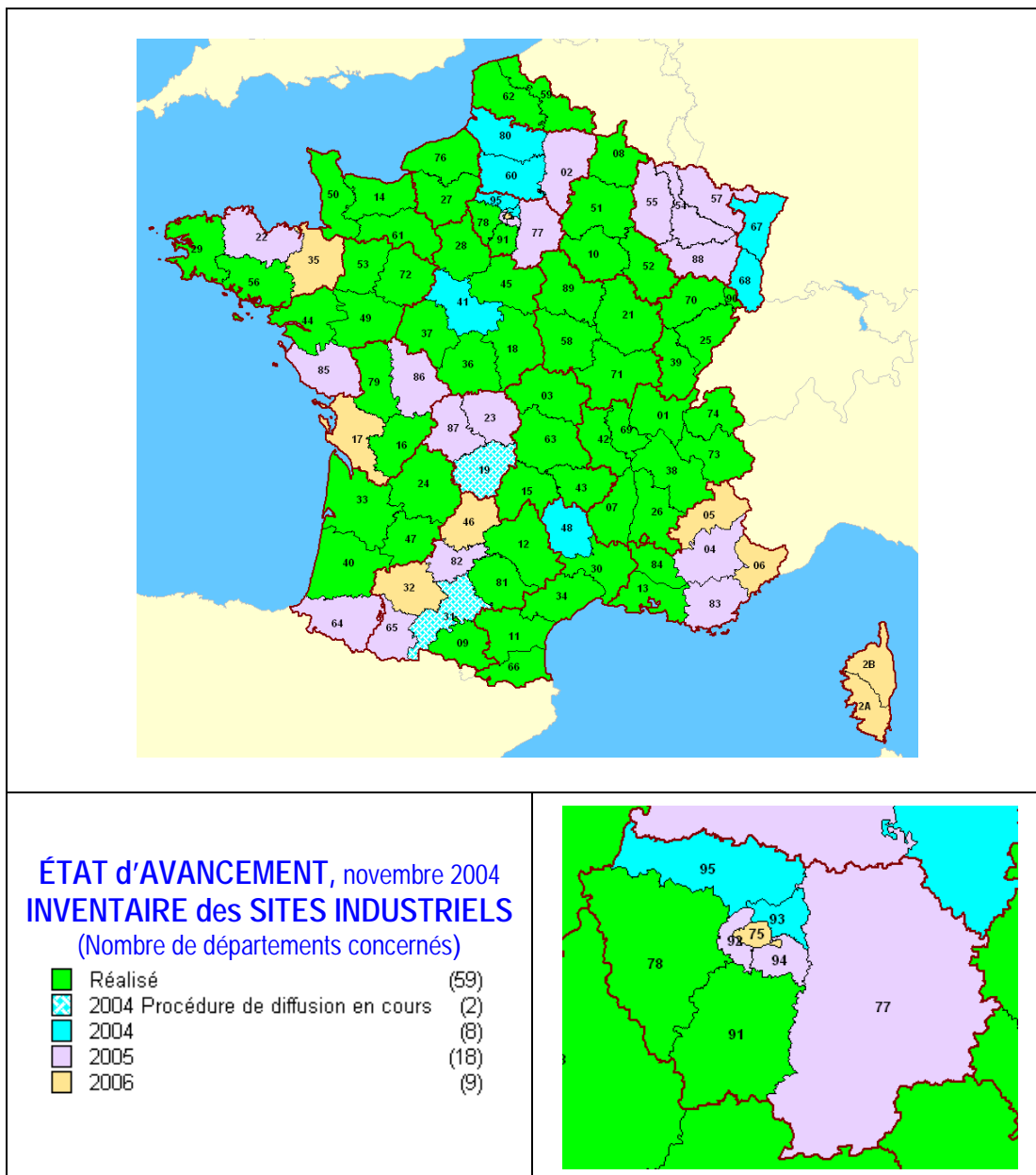


Figure 10 - Départements de France actuellement inventoriés dans BASIAS et disponibles sous Internet (<http://basias.brgm.fr>).

10. Mise à disposition des données et liste des abréviations utilisées

Les données récoltées au cours de l'inventaire concernent, pour autant qu'elles figurent dans les dossiers consultés, l'identification et la localisation des sites, les activités exercées, les accidents ou pollutions connus, les éventuelles études réalisées sur le site ainsi que la bibliographie des documents consultés. Le contexte est indiqué ainsi que l'utilisation actuelle ou les projets de réaménagement.

Le nombre important des champs de cette base permet d'enregistrer l'information dans la mesure où elle est trouvée au cours du dépouillement des différentes sources d'information (archives, cartes, enquête...); à défaut, il est exclu, dans cette étape d'inventaire régional, de la rechercher systématiquement pour chaque site.

Conformément aux souhaits du ministère chargé de l'Écologie, tous les résultats de l'inventaire sont à vocation publique et conservés dans la base de référence nationale BASIAS dont la mise en œuvre est confiée au BRGM. Elle est conçue pour être interrogeable tant à l'échelon régional, qu'au niveau national.

10.1. CONSULTATION DES DONNÉES : FICHES PAPIER ET INTERNET (HTTP://BASIAS.BRGM.FR)

Afin d'informer tout public de l'existence de BASIAS et de permettre la consultation des résultats de l'inventaire, les points suivants ont été retenus : a) fourniture à la préfecture des fiches des sites regroupés par commune, b) fourniture à chaque mairie des fiches papier des sites la concernant, c) information du Président du Conseil général et de la Chambre des notaires.

Ce rapport, public, sera disponible au BRGM et diffusé aux financeurs. Les résultats de l'inventaire sont consultables en préfecture, en mairie, au Service régional Ile-de-France du BRGM et affichés (fig. 10) sur Internet : <http://basias.brgm.fr>.

10.2. DIFFUSION DES DONNÉES AUX COFINANCEURS

À l'issue de l'inventaire, la livraison de l'application informatique BASIAS et des données contenues à cette date, sera faite aux financeurs pour une utilisation qui devra être conforme aux finalités conditionnant la déclaration auprès de la CNIL. Aucune utilisation des données à des fins de démarchage commercial n'est autorisée.

10.3. LISTE DES ABRÉVIATIONS

Les abréviations utilisées sont présentées dans le tableau 3.

Liste des abréviations	
AC93	Archives Communales
AD93	Archives Départementales de Seine-Saint-Denis
ADEME	Agence De l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie
AEP	Alimentation en Eau Potable
ANDRA	Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs
AP	Arrêté préfectoral
BASIAS	Base de données d'Anciens Sites Industriels et Activités de Service
BASOL	Base de données des Sols et des sites pollués appelant une action des pouvoirs publics
BRGM	Bureau de Recherches Géologiques et Minières
BSS	Banque de données du Sous-Sol
CAUE93	Conseil d'Architecture d'Urbanisme et d'Environnement de Seine Saint-Denis
CFI	Chemin de Fer Industriel de la Plaine Saint-Denis
CNAM	Conservatoire National des Arts et Métiers
CNIL	Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés
DDASS	Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales
DDE	Direction Départementale de l'Équipement
DIB	Déchets Industriels Banals
DIS	Déchets Industriels Spéciaux
DLI	Dépôt de Liquide Inflammable
DREIF	Direction Régionale de l'Équipement d'Ile-de-France
DRIRE	Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement
IAURIF	Institut d'Aménagement et d'Urbanisme de la Région Ile de France
ICPE	Installations Classées pour la Protection de l'Environnement
IGN	Institut Géographique National
MEDD	Ministère de l'Ecologie et du Développement Durable ; souvent dénommé dans les textes par "ministère chargé de l'Environnement"
NAF	Nomenclature des Activités Française
OGEE	Office Général d'Études et d'Éditions
RD	Récépissé de déclaration ou route départementale (selon le contexte)
SEI	Service Environnement Industriel
SEM Plaine Communes	Société d'Économie Mixte Plaine Communes
SOCOTEC	Société d'Études Techniques
STIIC	Service Technique Interdépartemental d'Inspection des Installations Classées

Tableau 3 - Liste des abréviations.

11. Sites Internet et bibliographie

SITES INTERNET	Adresses
ADEME	http://www.ademe.fr
Agence de l'Eau Seine-Normandie	http://www.eau-seine-normandie.fr
Atlas Seine Saint Denis	http://www.atlas-patrimoine93.net/
BASIAS	http://basias.brgm.fr
BASOL	http://basol.environnement.gouv.fr/
BRGM	http://www.brgm.fr
DREIF	http://www.ile-de-france.equipement.gouv.fr/
DRIRE	http://www.drire.gouv.fr/national/environnement http://www.ile-de-France.drire.gouv.fr
FASP : Forum Actualités Sites Pollués	http://fasp.brgm.fr
IAURIF	http://www.iaurif.org
INERIS : Institut National de l'Environnement Industriel et des Risques	http://aida.ineris.fr
Ministère de l'Écologie et du Développement Durable	http://www.environnement.gouv.fr

11.1. MÉTHODOLOGIE

Inventaire d'anciens sites industriels et d'activités de service. Guide méthodologique, version 1996 (1997) – ADEME, 163 p.

Notice de l'application informatique BASIAS v.2 sous Access 97 (2001) – Rapport BRGM/RP-51148-FR.

Suivi des inventaires historiques régionaux des anciens sites industriels – Année 2001 (2001) – Rapport BRGM/RP-50557-FR.

11.2. INVENTAIRES DE SITES ET SOLS (POTENTIELLEMENT) POLLUÉS

BASOL - Recensement des sites et sols pollués (1996) – Ministère de l'environnement et de l'aménagement du territoire, DPPR, SEI. Sur site Internet.

Inventaire de sites industriels dans le département des Yvelines (2001) – Rapport BRGM/RP-50424-FR.

Inventaire de sites industriels dans le département de l'Essonne (2001) – Rapport BRGM/RP-50907-FR.

Inventaire des sites industriels du Val-d'Oise (95) – État d'avancement en février 2003. (2003) – Rapport BRGM/RP-52072-FR.

Inventaire des sites industriels de la Seine-et-Marne (77) – État d'avancement en décembre 2003. (2003) – Rapport BRGM/RP-52701-FR.

Inventaire des sites industriels des Hauts-de-Seine (92) – État d'avancement. (2004) – Rapport BRGM/RP-53102-FR.

Inventaire des sites industriels du Val-de-Marne (94) – État d'avancement. (2004) – Rapport BRGM/RP-53103-FR.

Inventaire des sites industriels du Val-d'Oise (95) – Rapport final (2004) – Rapport BRGM/RP-53105-FR.

Inventaire des sites industriels de la Seine-et-Marne (77) – État d'avancement. (2004) – Rapport BRGM/RP-53412-FR.

11.3. CARTES, ATLAS ET ÉTUDES LOCALES

Atlas des eaux souterraines de la France (1970) – Éd. BRGM – DATAR.

Atlas du Chemin de Fer Industriel de la Plaine-Saint-Denis. Éditions 1891, 1898 et 1931 et liste des sous-embranchés de 1955, 1958 et 1964.

Carte géologique numérique harmonisée de l'Île-de-France à partir des cartes géologiques à 1/50 000 (2004) – Éd. BRGM.

Cartes des Éditions Géographiques Professionnelles (1930-1967) – Une feuille par activité industrielle, rééditée tous les deux ou trois ans. Bibliothèque Nationale, Service des Cartes et Plans, fichier n° 49. (Voir aussi à l'IGN, Saint-Mandé).

Codification des systèmes aquifères du bassin Seine-Normandie, version V1 (2000) - Rapport BRGM/RP-50440-FR.

Eaux souterraines de la France (2005) – CFH/AIH, Éd. BRGM sous presse. 1 200 p., 800 illustrations couleur. (La coupe du Bassin parisien a été reproduite avec l'aimable autorisation du Comité Français d'Hydrologie et de l'Association Internationale des Hydrogéologues).

État des communes du département de la Seine à la fin du XIXe siècle – Notice historique et renseignements administratifs (1900). Conseil général de la Seine, Paris : Montévrain – Bournon (Fernand) : Imprimerie de l'École d'Alembert.

Étude hydrogéologique bibliographique de la Plaine-Saint-Denis (1998) - DREIF/LREP.

Étude de recensement des sites potentiellement pollués sur le site de la Plaine-Saint-Denis – phase 1 : pré-inventaire (1998) – SEM Développement et DREIF, sous la direction scientifique de Frédéric Ogé.

Histoire d'une entreprise de son temps Compagnie des Entrepôts et Magasins Généraux de Paris (2000) - Elisabeth Philipp - Éditeur Compagnie EMGP.

La Plaine-Saint-Denis - Anne Lombard Jourdan (1994) - CNRS Éditions – Paris.

Rapport du groupe de travail chargé d'examiner les possibilités d'améliorer la prise en compte des sols pollués pour l'aménagement de la Plaine-Saint-Denis (2001) - Préfecture de la Seine-Saint-Denis, Villes d'Aubervilliers et de Saint-Denis, Plaine Commune, DREIF.

Seine-Saint-Denis, le guide complet de ses 40 communes (1989) – Éd. Deslogis - Lacoste, Paris.

Territoire d'usines (2003) - Cécile Katz - Créophis.

Annexe 1

Types d'activités à retenir pour l'inventaire

Types d'activités à retenir

Un premier critère de sélection des sites est basé sur le groupe d'activité du site.

Les activités industrielles sont réparties en trois groupes selon le Service de l'Environnement Industriel (SEI). Seules, les activités des groupes 1 et 2 sont répertoriées ; cependant, celles du troisième groupe, considérées comme moins polluantes que les précédentes, peuvent être présentes dans la base si elles sont liées à une autre activité du premier ou deuxième groupe.

- 1^{er} groupe SEI :
 - anciennes décharges, récupération, élimination de déchets industriels,
 - productions et/ou stockages des industries suivantes : chimie, pétrochimie, carbochimie, pharmacie, phytosanitaires et pesticides, extraction et raffinage du pétrole, gazéification, cokéfaction et transformation de la houille,
 - dépôts d'hydrocarbures (> 10 m³) et stations services,
 - métallurgie, fonderie. Sidérurgie primaire. Traitement de surface,
 - activités de la cristallerie et de la céramique. Activités d'ennoblissement textile, de tannerie. Activités de traitement de bois.

- 2^e groupe SEI :
 - centrales thermiques,
 - sidérurgie secondaire, transformation de l'acier,
 - industries mécaniques et ateliers d'entretien et de maintenance.

- 3^e groupe SEI (non retenu) :
 - autres activités, par exemple : activités agricoles (exploitations agricoles), fonderie de suif (fabrique de bougies), carrières à ciel ouvert et mines ou carrières souterraines, carbonisation du bois (type forêt), appareil mobile de fabrication d'acétylène, entrepôt frigorifique non classé ou soumis à simple déclaration, travail du bois (menuiserie, ébénisterie, scierie), centrale à béton, sauf fabrication de produits préfabriqués, dépôt de charbon...

Annexe 2

Corrélation entre les codes NAF et les groupes d'activité SEI

**Nomenclature d'activité française (NAF)
et Service de l'Environnement Industriel (SEI)**

1/6

Code NAF	Libellé des activités selon la nomenclature française	Groupe SEI
A	AGRICULTURE, CHASSE, SYLVICULTURE	
A01.	AGRICULTURE, CHASSE, SERVICES ANNEXES	
A01.1	Culture (légumes, céréales, fruits, fleurs, pépinières)	3
A01.1g	Viticulture	3
A01.2	Élevage	3
A01.3	Culture et élevage associés	3
A01.4	Services annexes à l'agriculture (coopérative agricole, entrepôt de produits agricoles => stockage de phytosanitaires, pesticides...)	1
A01.5	Chasse	3
A02	SYLVICULTURE, EXPLOITATION FORESTIERE,	
A	SERVICES ANNEXES	
B	PECHE, AQUACULTURE	
B05.0a	Pêche	3
B05.0c	Pisciculture, aquaculture, conchyliculture	3
C	INDUSTRIES EXTRACTIVES	
CA.	EXTRACTION DE PRODUITS ENERGETIQUES	
CA10.	EXTRACTION DE HOUILLE, DE LIGNITE ET DE TOURBE	
CA10.1	Extraction et agglomération de la houille	1
CA10.1a	Extraction mais sans agglomération (Cf. 10.1b) de la houille	3
CA10.1b	Agglomération de la houille (utilisation de brai)	1
CA10.2	Extraction et agglomération du lignite	3
CA10.3	Extraction et agglomération de la tourbe	3
CA11.	EXTRACTION D'HYDROCARBURES ; SERVICES ANNEXES	
CA11.1	Extraction d'hydrocarbures	1
CA11.1	EXTRACTION d'hydrocarbures (concession minière d'exploitation du pétrole et forage)	1
CA12.	EXTRACTION DE MINERAIS D'URANIUM	1
CB.	EXTRACTION de PRODUITS NON ENERGETIQUES	
CB13.	EXTRACTION DE MINERAIS METALLIQUES	
CB13.1	Extraction de minerais de fer	3
CB13.2	Extraction de minerais de métaux non ferreux	1
CB14.	AUTRES INDUSTRIES EXTRACTIVES	
CB14.1	Extraction de pierres (voir aussi 26.7)	3
CB14.1a	Extraction de pierres pour la construction	3
CB14.1c	Extraction de calcaire industriel, de gypse et de craie	3
CB14.1e	Extraction d'ardoise	3
CB14.2	Extraction de sables et d'argiles	3
CB14.2a	Production de sables et de granulats	3
CB14.2c	Extraction d'argiles et de kaolin	3
CB14.3	Extraction de minéraux pour l'industrie chimique (ex : soufre, sulfate de baryum, .. et d'engrais naturels (phosphate, potasse)	1
CB14.4	Production de sel	3
CB14.5	Activités extractives n.c.a.	? / selon produit
CB14.6	Extraction d'amiante	1
D	INDUSTRIES MANUFACTURIERES	
DA	INDUSTRIES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES	
DA15.	INDUSTRIES ALIMENTAIRES	3
DA15.1	Industrie des viandes, de la charcuterie et des os (dégraissage, dépôt, équarrissage)	3
DA15.2	Industrie du poisson	3
DA15.3	Industrie des fruits et légumes y compris jus de fruits et de légumes	3
DA15.4	Industrie des corps gras (huile végétale et animale, y compris fonderie de suif), hors huile minérale cf DF 23.2	3
DA15.5	Industrie laitière (y compris glaces et sorbets)	3
DA15.6	Travail des grains (farine) ; fabrication de produits amylicés	3
DA15.7	Fabrication d'aliments pour animaux	3

2 / 6

Code NAF	Libellé des activités selon la nomenclature française	Groupe SEI
DA15.8	Autres industries alimentaires (pain, chocolat, bonbons, pâte, café, condiments, diététique...)	3
DA15.9	Industrie des boissons (autres que jus de fruits et de légumes)	3
DA15.9x	Production de boissons alcooliques distillées et liqueurs	3
DA15.9y	Production de vin, cidre et bière	3
DA15.9z	Industrie des eaux et des boissons rafraîchissantes	3
DA16.	INDUSTRIE DU TABAC	3
DB	INDUSTRIES TEXTILE ET HABILLEMENT	
DB17.	INDUSTRIE TEXTILE	
DB17.1	Filature, peignage, pelotonnage	3
DB17.2	Tissage	3
DB17.3	Ennoblement textile (teinture, impression...)	1
DB17.4	Fabrication d'articles textiles	3
DB17.5	Autres industries textile (synthétique ou naturel : tapis, moquette, corde, filet, coton, ouate,...)	3
DB17.6	Fabrication d'étoffes à maille	3
DB18.	INDUSTRIE DE L'HABILLEMENT ET DES FOURRURES	
DB18.1	Fabrication de vêtements en cuir	3
DB18.2	Fabrication de vêtements en textile	3
DB18.3	Industrie des fourrures	3
DC	INDUSTRIES CUIR	
DC19.1	Apprêt et tannage des cuirs (tannerie, mégisserie, corroierie, peaux vertes ou bleues)	1
DC19.2	Fabrication d'articles de voyage et de maroquinerie	3
DC19.3	Fabrication de chaussures	3
DD	TRAVAIL DU BOIS ET FABRICATION D'ARTICLES EN BOIS	
DD20.1	Sciage, rabotage, imprégnation du bois	
DD20.1a	Sciage et rabotage du bois	3
DD20.1b	Imprégnation du bois (fongicides, vernis, insecticides)	1
DD20.2	Fabrication de panneaux de bois (aggloméré, contre-plaqué...)	3
DD20.3	Fabrication de charpentes et de menuiseries	3
DD20.4	Fabrication d'emballages en bois	3
DD20.5	Fabrication d'objets divers en bois ou liège, et vannerie	3
DE.	INDUSTRIE DU PAPIER ET DU CARTON ; EDITION ET IMPRIMERIE	
DE21.	INDUSTRIE DU PAPIER ET DU CARTON	
DE21.1	Fabrication de pâte à papier, de papier et de carton	1
DE21.2	Fabrication d'articles en papier ou en carton (papier peint, toilette,	3
DE22.	EDITION, IMPRIMERIE, REPRODUCTION	
DE22.1	Edition (livres, revues, journaux,...)	3
DE22.2	Imprimerie (y compris reliure, photogravure...)	1
DE22.3	Reproduction d'enregistrements (vidéo, son, informatique) sans fabrication des supports (bandes, disques : cf 24.6)	3
DF	COKEFACTION, RAFFINAGE, INDUSTRIES NUCLAIRES ET SOURCES RADIOACTIVES	
DF23.1	Cokéfaction (cokerie, distillation de goudron, traitement des eaux ammoniacales)	1
DF23.2	Raffinage, distillation et rectification du pétrole et/ou stockage d'huiles d'huiles minérales	1
DF23.3	Elaboration et transformation de matières nucléaires inventorié par	3
DF23.4	Utilisation de sources radioactives et stockage de substances radioactives (solides, liquides ou gazeuses) inventorié par ANDRA	3
DG.	INDUSTRIE CHIMIQUE	
DG24.1	Industrie chimique de base	1
DG24.1a	Fabrication de gaz industriels	1
DG24.1c	Fabrication de colorants, de pigments et d'encres	1
DG24.1e	Fabrication d'autres produits chimiques inorganiques de base	1
DG24.1g	Fabrication d'autres produits chimiques organiques de base	1
DG24.1j	Fabrication de produits azotés et d'engrais	1
DG24.1i	Fabrication de matières plastiques de base	1
DG24.1n	Fabrication de caoutchouc synthétique	1
DG24.1o	Fabrication, fusion, dépôts de goudron, bitume, asphalte, brai	1
DG24.2	Fabrication et stockage de produits agrochimiques (phytosanitaires, fongicides, insecticides,...)	1
DG24.3	Fabrication ou stockage de peintures, vernis ou solvants	1

3 / 6

Code NAF	Libellé des activités selon la nomenclature française	Groupe SEI
DG24.4	Industrie pharmaceutique et laboratoire de recherche	1
DG24.5	Fabrication de savons, de parfums et de produits d'entretien	1
DG24.5a	Fabrication de savons, détergents et produits d'entretien	1
DG24.5c	Fabrication de parfums et de produits pour la toilette	1
DG24.6	Fabrication d'autres produits chimiques	1
DG24.6a	Fabrication de produits explosifs et inflammables (allumettes, feux d'artifice, poudre...)	1
DG24.6c	Fabrication et stockage de colles, gélatines, résines synthétiques, gomme, mastic	1
DG24.6e	Fabrication d'huiles essentielles	1
DG24.6g	Fabrication de produits chimiques pour la photographie	1
DG24.6j	Fabrication, dépôt et retraitement de supports de données (bandes, disques, film)	1
DG24.6l	Fabrication de produits chimiques à usage industriel	1
DG24.7	Fabrication de fibres artificielles ou synthétiques	1
DH.	INDUSTRIE DU CAOUTCHOUC ET DES PLASTIQUES	
DH25.1	Industrie du caoutchouc (dont fabrication des pneus et rechapage...)	1
DH25.2	Fabrication, transformation et dépôt des matières plastiques(PVC, polystyrène...)	1
DI.	FABRICATION D'AUTRES PRODUITS MINERAUX NON METALLIQUES	
DI26.1	Fabrication de verre et d'articles en verre (miroir, cristal, fibre de verre, laine de roche)	1
DI26.2	Fabrication de produits céramiques (domestique, sanitaire, isolant, réfractaire, faïence, porcelaine)	1
DI26.3	Fabrication de carreaux en céramique	1
DI26.4	Fabrication de tuiles et briques et de produits divers en terre cuite (tuilerie, poterie, briquetterie)	3
DI26.5	Fabrication de ciment, chaux et plâtre (centrale à béton...)	3
DI26.6	Fabrication d'ouvrages en ciment, béton ou en plâtre ; de mortier	3
DI26.7	Travail de la pierre (taille, concassage, criblage, polissage)	3
DI26.8	Fabrication et préparation de produits minéraux divers	3
DI26.8a	Fabrication de produits abrasifs	3
DI26.8d	Centrale d'enrobage (graviens enrobés de goudron, pour routes par ex.	3
DI26.8e	Fabrication et trituration du soufre ; fabrication de mèches soufrées	1
DI26.8f	Fabrication, utilisation et stockage d'amiante et de produits amiantés (fibrociment)	1
DJ.	METALLURGIE et TRAVAIL des METAUX	
DJ27.	METALLURGIE	
DJ27.1	Sidérurgie	1
DJ27.2	Fabrication de tubes	1
DJ27.3	Première transformation de l'acier (profilage, laminage, tréfilage, étrépage)	1
DJ27.4	Production de métaux non ferreux (broyage et traitement des minerais)	1
DJ27.4a	Production de métaux précieux	1
DJ27.4c	Production d'aluminium	1
DJ27.4d	Première transformation de l'aluminium	1
DJ27.4f	Production de plomb, de zinc ou d'étain	1
DJ27.4g	Première transformation du plomb, du zinc ou de l'étain	1
DJ27.4j	Production de cuivre	1
DJ27.4k	Première transformation du cuivre	1
DJ27.4m	Métallurgie des autres métaux non ferreux	1
DJ27.5	Fonderie	1
DJ27.5a	Fonderie de fonte	1
DJ27.5c	Fonderie d'acier	1
DJ27.5e	Fonderie de métaux légers	1
DJ27.5g	Fonderie d'autres métaux non ferreux	1
DJ28.	TRAVAIL des METAUX (CONSTRUCTIONS METALLIQUES)	
DJ28.1	Fabrication d'éléments en métal pour la construction (portes, poutres, grillage, treillage)	2
DJ28.2	Fabrication de réservoirs métalliques (pour gaz ou liquide) et de chaudières pour le chauffage central	2
DJ28.3	Chaudronnerie, tonnellerie	2

4 / 6

Code NAF	Libellé des activités selon la nomenclature française	Groupe SEI
DJ28.4	Forge, marteaux mécaniques, emboutissage, estampage, matricage, découpage ; métallurgie des poudres	2
DJ28.5	Traitement des métaux ; mécanique générale	
DJ28.5a	Traitement et revêtement des métaux (traitement de surface, sablage et métallisation, traitement électrolytique, application de vernis et peintures)	1
DJ28.5c	Décolletage	1
DJ28.5d	Mécanique générale	2
DJ28.6	Fabrication de coutellerie, d'outillage et de quincaillerie (serrures, ferrures, clous,...)	2
DJ28.7	Fabrication d'autres ouvrages en métaux (emballages métalliques, boulons, articles ménagers, chaînes, ressorts,...)	2
DK.	FABRICATION de MACHINES et EQUIPEMENTS (CONSTRUCTIONS MECANIQUES)	
DK29.1	Fabrication d'équipements mécaniques (pompe, moteur, turbine, compresseur, robinets, organe mécanique de transmission)	2
DK29.2	Fabrication de machines d'usage général (fours, brûleurs, ascenseurs, levage, balances, frigos, ventilateurs...)	2
DK29.3	Fabrication de machines agricoles (tracteurs...) et réparation	2
DK29.4	Fabrication de machines-outils (à métaux, à bois, portatives à moteur incorporé, de soudage)	2
DK29.5	Fabrication d'autres machines d'usage spécifique (à préciser)	2
DK29.6	Fabrication d'armes et de munitions	1
DK29.5	Fabrication d'appareils domestiques (électriques ou non)	2
DL.	FABRICATION et REPARATION D'EQUIPEMENTS ELECTRIQUES (y compris PILES et ACCUMULATEURS ou ELECTRONIQUES)	
DL30.	FABRICATION et REPARATION de MACHINES de BUREAU et MAT INFORMATIQUE	1
DL31.	FABRICATION de MACHINES et APPAREILS ELECTRIQUES	
DL31.1	Fabrication et réparation de moteurs, génératrices et transformateurs électriques	1
DL31.2	Fabrication de matériel de distribution et de commande électrique	2
DL31.3	Fabrication de fils et câbles isolés	2
DL31.4	Fabrication, réparation et recharge d'accumulateurs et de piles	1
DL31.5	Fabrication de lampes et d'appareils d'éclairage	2
DL31.6	Fabrication d'autres matériels électriques et électromagnétiques pour moteurs et véhicules ou non)	2
DL32.	FABRICATION D'EQUIPEMENTS DE RADIO, TELEVISION et communication (électronique)	
DL32.1	Fabrication de composants électroniques (actifs ou passifs et	1
DL32.2	Fabrication d'appareils d'émission et de transmission (téléphone, radar)	2
DL32.3	Fabrication d'appareils de réception, enregistrement ou reproduct. du son et de l'image (TV, hi-fi, caméra=	2
DL33.	FABRICATION d'INSTRUMENTS MEDICAUX, de précision, d'optique et d'horlogerie	
DL33.1	Fabrication de matériel médico-chirurgical (y compris radiologique,...) et d'orthopédie	2
DL33.2	Fabrication d'instruments de mesure et de contrôle	2
DL33.3	Fabrication d'équipements de contrôle des processus industriels	2
DL33.4	Fabrication de matériels optique et photographique	2
DL33.5	Horlogerie	2
DM.	FABRICATION de MATERIEL de TRANSPORT	
DM34.	INDUSTRIE AUTOMOBILE	
DM34.1	Construction de véhicules automobiles	2
DM34.2	Fabrication de carrosseries et remorques	2
DM34.3	Fabrication d'équipements automobiles	2
DM35	FABRICATION D'AUTRES MATERIELS DE TRANSPORT	
DM35.1	Construction navale	2
DM35.2	Construction de matériel ferroviaire roulant	2
DM35.3	Construction aéronautique et spatiale	2

5 / 6

Code NAF	Libellé des activités selon la nomenclature française	Groupe SEI
DM35.4	Fabrication de motocycles et de bicyclettes et véhicules pour invalides	2
DM35.5	Fabrication de matériels de transport n.c.a.	2
DN.	AUTRES INDUSTRIES MANUFACTURIERES	
DN36.	FABRICATION DE MEUBLES ; INDUSTRIES DIVERSES	
DN36.1	Fabrication de meubles et matelas	3
DN36.2	Bijouterie et monnaies métalliques	3
DN36.3	Fabrication d'instruments de musique	3
DN36.4	Fabrication d'articles de sport	3
DN36.5	Fabrication de jeux et de jouets	3
DN36.6	Autres industries diverses (crin, brosse, bijoux fantaisie, duvet,...)	3
DN37.	RECUPERATION ET REGENERATION	
DN37.1	Récupération de matières métalliques recyclables (ferrailleur, casse-auto)	1
DN37.2	Récupération de matières non métalliques recyclables (chiffon, papier, déchets verts pour fabrication de terreau ; à ne pas confondre avec décharge de déchets verts qui n'est pas contrôlée O 090.0e ou avec peaux vertes ou bleues : DC19.1...)	
DN37.3	Régénération et/ou stockage d'huiles usagées	1
E.	PRODUCTION, DISTRIBUTION D'ELECTRICITE, (y c transformateur), DISTRIBUTION GAZ (y c soufflerie, compression et réfrigération), DISTRIBUTION d'EAU et de CHALEUR	
E40.	PRODUCTION, DISTRIBUTION D'ELECTRICITE, (y compris transformateur) DISTRIBUT. GAZ (y c soufflerie, compression et réfrigération), et CHALEUR	
E40.1	Production et distribution d'électricité	
E40.1a	Centrale électrique thermique	1
E40.1b	Centrale électrique hydraulique	3
E40.1c	Centrale nucléaire (suivi par ANDRA)	3
E40.1d	Transformateur (PCB, pyralène...)	1
E40.2	Production et distribution de combustibles gazeux (usines à gaz, générateur d'acétylène), pour autres gaz industriels cf. DG24.1a	1
E40.3	Production et distribution de chaleur	3
E40.4	Compression, réfrigération	3
E41.	CAPTAGE, TRAITEMENT ET DISTRIBUTION D'EAU	
E41.0	Captage, traitement et distribution d'eau potable	3
F.	CONSTRUCTION (METIERS de la)	
F45.1	Préparation des sites (démolition, terrassement)	3
F45.1d	Forages et sondages	3
F45.2	Construction d'ouvrage, de bâtiment ou de génie civil, (couverture, tunnel, canalisation, ligne électrique, étanchéité, route, voie ferrée, canal, levage, montage)	3
F45.3	Travaux d'installation (électrique, isolation, eau, gaz, plomberie)	3
F45.4	Travaux de finition (plâtrier ; menuisier bois, PVC, métaux ; serrurier ; revêtement sols et murs, peintre, vitrier)	
G	COMMERCES, REPARATION AUTOMOBILE (ou autres) et articles domestiques	
G50.1	Commerce de véhicules automobiles	3
G50.2	Entretien et réparation de véhicules automobiles	
G50.2a	Garages, ateliers, mécanique et soudure	2
G50.2b	Carrosserie, peinture	2
G50.3	Commerce d'équipement automobile	3
G50.4	Commerce et réparation de motocycle	2
G50.5	Commerce de gros en carburants, ou de détail (station service, qq soit sa capacité de stockage)	1
G52.4	Droguerie (sauf s'il y a production, fabrication de drogues => lier groupe comme DG24.n	3

616

Code NAF	Libellé des activités selon la nomenclature française	Groupe SEI
I.	TRANSPORT ET COMMUNICATION (par AIR, EAU et TERRE)	
I60	Transports terrestres	
I60.1	Transport et installations ferroviaires (gare de triage et entretien des locomotives)	2
I60.2	Transport urbains et routiers (gare de bus, tramway, métro et atelier de réparation)	2
I60.2c	Téléphériques, remontées mécaniques	3
I60.3	Transports par conduites (pipeline, gazoduc, chimioduc...)	1
I61	Transports par eau	
I61.1	Transports maritimes et côtiers (port maritime)	2
I61.2	Transports fluviaux (port fluvial)	2
I62	Transports aériens (aérodrômes)	1
I63	Services auxiliaires des transports	
I63.1	Entreposage frigorifique ou non et manutention	3
I63.2	Gestion d'infrastructures de transport	3
K.	IMMOBILIER, LOCATIONS ET SERVICES AUX ENTREPRISES	
K74.7	Activités et entreprises de nettoyage et/ou de vidange	1
N.	SANTÉ ET ACTION SOCIALE	
N85.1	Activité pour la santé humaine	3
N85.1a	Hôpitaux et cliniques	3
N85.1k	Laboratoire d'analyses médicales	3
N85.2	Clinique vétérinaire	3
O.	SERVICES COLLECTIFS, SOCIAUX ET PERSONNELS	
O90	Assainissement, voirie et gestion des déchets	
O90.0a	Épuration des eaux usées (station d'épuration)	1
O90.0b	Enlèvement et traitement des ordures ménagères (décharge d'OM ; déchetterie)	1
O90.0c	Décharge de pneus usagés	1
O90.0d	Dépôt d'immondices, dépotoir à vidanges (ancienne appellation des déchets ménagers avant 1945)	1
O90.0e	Décharge de déchets verts	3
O90.0f	Décharge de déchets industriels banals (D.I.B.)	1
O90.0g	Décharge de déchets industriels spéciaux (D.I.S.)	1
O90.0h	Décharge de déchets hospitaliers ou de laboratoires pharmaceutiques	1
O90.0i	Usine d'incinération et atelier de combustion de déchets indépendants ou associés aux cimenteries)	1
O93	Services personnels	
O93.0	Blanchisserie, teinturerie (gros ou détail) ; blanchissement et traitement des pailles, fibres textiles, chiffons)	1
Z.	AUTRES ACTIVITÉS COLLECTIVES OU PRIVÉES	
Z1.	Stockage de produits chimiques (minéraux, organiques...)	1
Z2.	Stockage de charbon	3
Z3.	Dépôt de liquides inflammables (D.L.I.) SEI=1 si = 10 m3	
Z4.	Terrils et / ou crassier de mines	1
Z5.	Stockage de résidus miniers après traitement des minerais métalliques non ferreux	1
Z6.	Boues de dragage (éventuellement chargées en métaux et / ou en produits polluants organiques)	1
Z7.	Dépôt ou stockage de gaz hors fabrication (cf DG24.1a ou E40.2)	3

Annexe 3

Liste alphabétique des 40 communes de Seine-Saint-Denis : nombre de sites et état d'activité

COMMUNES SEINE-SAINT-DENIS	Nb sites (4061)	ETAT du SITE, 2004
AUBERVILLIERS	270	Activité terminée
AUBERVILLIERS	83	En activité
AUBERVILLIERS	1	En activité et partiellement en friche
AUBERVILLIERS	164	Ne sait pas
AULNAY-SOUS-BOIS	15	Activité terminée
AULNAY-SOUS-BOIS	48	En activité
AULNAY-SOUS-BOIS	40	Ne sait pas
BAGNOLET	53	Activité terminée
BAGNOLET	28	En activité
BAGNOLET	26	Ne sait pas
LE BLANC-MESNIL	22	Activité terminée
LE BLANC-MESNIL	24	En activité
LE BLANC-MESNIL	33	Ne sait pas
BOBIGNY	45	Activité terminée
BOBIGNY	26	En activité
BOBIGNY	25	Ne sait pas
BOBIGNY	1	Partiellement réaménagé et partiellement en friche
BONDY	41	Activité terminée
BONDY	17	En activité
BONDY	1	Ne sait pas
LE BOURGET	29	Activité terminée
LE BOURGET	9	En activité
LE BOURGET	24	Ne sait pas
CLICHY-SOUS-BOIS	1	Activité terminée
CLICHY-SOUS-BOIS	11	En activité
CLICHY-SOUS-BOIS	10	Ne sait pas
COUBRON	1	En activité
COUBRON	1	Ne sait pas
LA COURNEUVE	82	Activité terminée
LA COURNEUVE	42	En activité
LA COURNEUVE	57	Ne sait pas
LA COURNEUVE	1	Partiellement réaménagé et partiellement en friche
DRANCY	28	Activité terminée
DRANCY	34	En activité
DRANCY	37	Ne sait pas
DUGNY	12	Activité terminée
DUGNY	5	En activité
DUGNY	11	Ne sait pas
EPINAY-SUR-SEINE	66	Activité terminée
EPINAY-SUR-SEINE	31	En activité
EPINAY-SUR-SEINE	48	Ne sait pas

COMMUNES SEINE-SAINT-DENIS	Nb sites (4061)	ETAT du SITE, 2004
GAGNY	17	Activité terminée
GAGNY	16	En activité
GAGNY	1	Ne sait pas
GOURNAY-SUR-MARNE	2	Activité terminée
GOURNAY-SUR-MARNE	2	En activité
L'ILE-SAINT-DENIS	15	Activité terminée
L'ILE-SAINT-DENIS	2	En activité
L'ILE-SAINT-DENIS	5	Ne sait pas
LES LILAS	41	Activité terminée
LES LILAS	15	En activité
LES LILAS	15	Ne sait pas
LIVRY-GARGAN	28	Activité terminée
LIVRY-GARGAN	26	En activité
LIVRY-GARGAN	17	Ne sait pas
MONTFERMEIL	5	Activité terminée
MONTFERMEIL	9	En activité
MONTFERMEIL	10	Ne sait pas
MONTREUIL	211	Activité terminée
MONTREUIL	86	En activité
MONTREUIL	6	Ne sait pas
NEUILLY-PLAISANCE	11	Activité terminée
NEUILLY-PLAISANCE	12	En activité
NEUILLY-PLAISANCE	5	Ne sait pas
NEUILLY-SUR-MARNE	17	Activité terminée
NEUILLY-SUR-MARNE	17	En activité
NEUILLY-SUR-MARNE	7	Ne sait pas
NOISY-LE-GRAND	24	Activité terminée
NOISY-LE-GRAND	25	En activité
NOISY-LE-GRAND	1	Ne sait pas
NOISY-LE-SEC	16	Activité terminée
NOISY-LE-SEC	29	En activité
NOISY-LE-SEC	20	Ne sait pas
PANTIN	159	Activité terminée
PANTIN	49	En activité
PANTIN	65	Ne sait pas
3 PAVILLONS-SOUS-BOIS	14	Activité terminée
3 PAVILLONS-SOUS-BOIS	21	En activité
3 PAVILLONS-SOUS-BOIS	21	Ne sait pas

COMMUNES SEINE-SAINT-DENIS	Nb sites (4061)	ETAT du SITE, 2004
PIERREFITTE-SUR-SEINE	13	Activité terminée
PIERREFITTE-SUR-SEINE	22	En activité
PIERREFITTE-SUR-SEINE	19	Ne sait pas
LE PRE-SAINT-GERVAIS	26	Activité terminée
LE PRE-SAINT-GERVAIS	7	En activité
LE PRE-SAINT-GERVAIS	5	Ne sait pas
LE RAINCY	7	Activité terminée
LE RAINCY	13	En activité
LE RAINCY	6	Ne sait pas
ROMAINVILLE	51	Activité terminée
ROMAINVILLE	29	En activité
ROMAINVILLE	4	Ne sait pas
ROSNY-SOUS-BOIS	17	Activité terminée
ROSNY-SOUS-BOIS	11	En activité
ROSNY-SOUS-BOIS	16	Ne sait pas
SAINT-DENIS	499	Activité terminée
SAINT-DENIS	84	En activité
SAINT-DENIS	1	En activité et partiellement en friche
SAINT-DENIS	1	En activité et partiellement réaménagé
SAINT-DENIS	159	Ne sait pas
SAINT-OUEN	207	Activité terminée
SAINT-OUEN	47	En activité
SAINT-OUEN	1	En activité et partiellement réaménagé
SAINT-OUEN	57	Ne sait pas
SEVRAN	5	Activité terminée
SEVRAN	11	En activité
SEVRAN	8	Ne sait pas
STAINS	15	Activité terminée
STAINS	15	En activité
STAINS	17	Ne sait pas
REMBLAY-LES-GONESSE	7	Activité terminée
REMBLAY-LES-GONESSE	11	En activité
REMBLAY-LES-GONESSE	9	Ne sait pas
VAUJOURS	6	Activité terminée
VAUJOURS	11	En activité
VAUJOURS	6	Ne sait pas
VILLEMOMBLE	17	Activité terminée
VILLEMOMBLE	22	En activité
VILLEMOMBLE	1	Ne sait pas
VILLEPINTE	2	Activité terminée
VILLEPINTE	20	En activité
VILLEPINTE	4	Ne sait pas
VILLETANEUSE	14	Activité terminée
VILLETANEUSE	7	En activité
VILLETANEUSE	6	Ne sait pas



Centre scientifique et technique
3, avenue Claude-Guillemin - BP 6009
45060 – Orléans Cedex 2 – France
Tél. : 02 38 64 34 34

Service géologique régional Ile-de-France
7, rue du Théâtre
Adresse
91884 – MASSY - France
Tél. : 01 69 75 10 25